
ASSURANCE AUTO

L'Équité



Dispositions Générales

Référence EQ/AM/0398 Q

Votre contrat d'assurance Automobile se compose :

- **des Dispositions Particulières ci-jointes,**
- **des présentes Dispositions Générales.**

Il est régi par le Code des Assurances français.

L'assureur des garanties d'assurance et de Protection Juridique est L'Équité, Société Anonyme au capital de 26 469 320 euros euros - Entreprise régie par le Code des assurances

RCS PARIS B 572 084 697

Siège Social : 2, rue Pillet-Will - 75009 Paris

Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026.

Les sinistres de Protection Juridique sont gérés par L'Équité Protection Juridique.

DISPOSITIONS GENERALES

SOMMAIRE	ARTICLE	PAGE
TITRE I - OBJET ET ETENDUE DE L'ASSURANCE		
Énumération des garanties pouvant être accordées	1	2
Étendue territoriale des garanties	2	2
Définitions contractuelles	3	2
TITRE II - EXPOSE DES GARANTIES		
Garantie de la responsabilité civile (Risque A)	4	4
Garantie des dommages subis par le véhicule assuré	5	5
1 • Dommages Tous Accidents (avec ou sans collision) (Risque B)		5
2 • Bris des glaces (Risque D)		5
3 • Vol (Risque E)		6
4 • Incendie - Explosion - Tempête (Risque F)		6
5 • Garanties annexes (Catastrophes Naturelles, Catastrophes Technologiques et Attentats)		7
6 • Garanties complémentaires		7
7 • Dispositions Spéciales CAMPING-CAR		8
Défense Pénale et Recours Suite à un Accident (Risque G)	6	9
Protection Juridique (Risque H)	7	13
TITRE III - EXCLUSIONS		
Exclusions s'appliquant à la garantie de la responsabilité civile (Risque A)	8	17
Exclusions s'appliquant aux garanties autres que celle de la responsabilité civile	9	19
Sanctions Internationales	10	20
TITRE IV - FORMATION ET DUREE DU CONTRAT		
Date d'effet	11	20
Durée du contrat - Tacite reconduction	12	20
Résiliation du contrat	13	21
Démarchage en assurances : faculté de renonciation (Article L 112-9 du Code des Assurances)	14	22
Transfert de propriété du véhicule assuré	15	23
Suspension des effets du contrat	16	23
Restitution des documents d'assurance	17	23
Clause de réduction majoration (Article A 121-1 du Code des Assurances)	18	23
TITRE V - OBLIGATIONS DU SOUSCRIPTEUR		
Déclarations concernant le risque et ses modifications	19	25
Paiement des primes	20	25
Obligations en cas de sinistre	21	26
Sauvegarde des droits de la Compagnie – Subrogation	22	27
TITRE VI - OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE		
Montant de la garantie	23	27
Procédure et expertise contradictoire	24	29
Délais de règlement	25	29
TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES		
Loi applicable - Tribunaux compétents - Langue utilisée	26	30
Prescription	27	30
Information sur la protection des données personnelles	28	30
Examen des réclamations	29	33
Autorité de contrôle	30	33
Agira	31	33
Intégralité du contrat	32	33
Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties "responsabilité civile" dans le temps		34
TITRE VIII - INDIVIDUELLE CONDUCTEUR (Risque I)		
1 • Définition		35
2 • Objet de l'assurance		35
3 • Indemnités assurées		36
4 • Plafonds et limites de garanties		36
5 • Exclusions		37
6 • Formalités à remplir en cas de sinistre		37
TITRE IX - GARANTIE DES ACCESSOIRES ET DU CONTENU (Risque J)		
		37

TITRE I – OBJET ET ETENDUE DE L'ASSURANCE

ARTICLE 1 - ENUMERATION DES GARANTIES POUVANT ETRE ACCORDEES

• Responsabilité Civile		RISQUE A
• Dommages subis par le véhicule assuré y compris attentats et Catastrophes Naturelles	Dommages Tous Accidents (avec ou sans collision)	RISQUE B
	Bris des Glaces	RISQUE D
	Vol	RISQUE E
	Incendie-Explosion-Tempête	RISQUE F
• Défense Pénale et Recours Suite à un Accident		RISQUE G
• Protection Juridique		RISQUE H
• Individuelle Conducteur		RISQUE I
• Garantie des Accessoires et du Contenu		RISQUE J

Parmi ces garanties, seules sont accordées par le présent contrat, celles qui sont mentionnées comme telles aux Dispositions Particulières.

ARTICLE 2 - ETENDUE TERRITORIALE

Les garanties du présent contrat s'appliquent aux sinistres survenant en FRANCE (y compris DOM - COM) et dans les autres pays qui figurent sur la carte internationale d'assurance automobile (carte verte) **pour sa durée de validité**. Notre garantie s'exerce également dans les territoires et principautés ci-après : Andorre, Gibraltar, Iles Anglo-normandes, Iles Féroé, Ile de Man, Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin, Saint-Siège (Vatican).

Sont exclus de la garantie, les pays dont les « lettres indicatives » sont rayées sur votre carte verte.

La garantie légale « attentats, actes de terrorisme » s'applique uniquement aux dommages subis en France ainsi que dans les départements et collectivités d'Outre-Mer (DOM/COM).

La garantie légale « actes de sabotage, des émeutes et des mouvements populaires » s'exerce uniquement si le dommage survient en France ainsi que dans les départements et collectivités d'Outre-Mer (DOM/COM).

ARTICLE 3 - DEFINITIONS CONTRACTUELLES

Pour l'application du présent contrat, il faut entendre par :

A **ACCESSOIRE** : tout élément d'enjolivement (y compris les peintures publicitaires), d'amélioration, d'agrément ou de sécurité, ne figurant pas au catalogue du constructeur comme équipement optionnel, non essentiel au fonctionnement du véhicule assuré, et fixé ou non à demeure dans ou sur ledit véhicule.

ACCIDENT : tout événement non intentionnel, imprévu et extérieur à la victime ou au véhicule assuré, constituant la cause de dommages corporels, matériels ou immatériels au sens de l'article R 211-5 du Code des Assurances.

ASSURE : le Souscripteur du contrat, le propriétaire et les passagers du véhicule assuré, et toute personne ayant la garde ou la conduite, même non autorisée, du véhicule assuré.

Toutefois, n'ont pas la qualité "d'assuré", lorsque le véhicule assuré leur est confié en raison de leurs fonctions, les professionnels de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile, leurs préposés, ainsi que les personnes ayant la garde ou la conduite du véhicule ainsi confié et leurs passagers.

Pour la Garantie Protection Juridique, par exception, est considéré comme ASSURE : le propriétaire du véhicule assuré ou toute personne ayant la garde ou la conduite autorisée de ce même véhicule .

C **CONDUCTEUR HABITUEL** : la personne déclarée comme conduisant le plus souvent le véhicule assuré.

CONDUCTEUR OCCASIONNEL : toute personne autre que le conducteur habituel conduisant occasionnellement le véhicule assuré.

CONDUCTEUR EXCLUSIF : la ou les personnes déclarées comme étant les seules et uniques à conduire le véhicule assuré.

CONTENU : les vêtements et objets personnels contenus dans le véhicule assuré à l'**exclusion de l'argenterie, des bijoux, fourrures, billets de banque, titres, espèces, valeurs et marchandises transportées.**

D **DECHEANCE** : perte du droit à garantie résultant de l'inexécution par l'Assuré de ses obligations après la survenance d'un sinistre.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES (Conditions Générales) : partie du contrat regroupant l'ensemble des garanties et des règles de base de l'assurance édictées notamment par le Code des Assurances.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES (Conditions Particulières) : partie du contrat décrivant les éléments qui vous sont personnels.

E **ELEMENT DE VEHICULE** : tout élément **ne présentant pas les caractéristiques d'un accessoire**, tels que, par exemple : les pneumatiques, les roues du véhicule assuré, son moteur, sa batterie, son volant, ses sièges ou ses éléments de carrosserie.

EQUIPEMENT OPTIONNEL : équipement prévu en option au catalogue du constructeur, livré et facturé en même temps que le véhicule.

F **FAIT GÉNÉRATEUR** : tout événement ou fait à l'origine d'une réclamation dont l'Assuré est l'auteur ou le destinataire.

FRANCHISE : part de l'indemnité restant à la charge de l'Assuré en cas de sinistre et dont le montant est indiqué aux Dispositions Particulières.

G **GARAGE PRIVÉ** : Garage ou box clos et couvert avec accès privatif protégé par une clé (mécanique, électronique ou électrique, un badge magnétique ou un code).

LITIGE : situation conflictuelle opposant l'Assuré à un tiers au contrat. Est également considéré comme litige tout conflit opposant la Compagnie et l'Assuré qui ne concerne pas le contrat.

LP **PERTE TOTALE** : elle est matérialisée lorsque le montant de la réparation est supérieur à la valeur du véhicule, appréciée à dire d'expert ou en cas de vol du véhicule non suivi de sa découverte.

PRÉJUDICE : tout dommage corporel, matériel ou immatériel dont l'Assuré est victime et résultant soit d'un cas fortuit ou d'un accident, soit d'un rapport contractuel, générant un préjudice avéré.

PRIME (Cotisation) : somme payée en contrepartie des garanties accordées par l'Assureur.

S **SINISTRE** : réalisation d'un événement aléatoire susceptible de mettre en jeu la garantie de l'Assureur.

Concernant les garanties de responsabilité civile (article L 124-1-1 du Code des Assurances) :

- constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant votre responsabilité, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations ;
- le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice des dommages subis par la victime, faisant l'objet d'une réclamation.
- un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Concernant les garanties de défense pénale et recours suite à accident : Refus exprès ou tacite qui est opposé à une réclamation dont l'Assuré est l'auteur ou le destinataire. Est assimilé à un refus l'absence de réponse pendant plus de vingt (20) jours calendaires à une mise en demeure adressée par l'Assuré, par lettre recommandée ou par acte d'huissier.

SOUSCRIPTEUR (PRENEUR D'ASSURANCE) : la personne désignée sous ce nom aux Dispositions Particulières ou toute personne qui lui serait substituée par accord des parties ou du fait du décès du Souscripteur précédent.

T **TENTATIVE DE VOL** : commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré interrompu pour une cause indépendante de son auteur, déclarée aux autorités de police ou de gendarmerie et attestée par le récépissé de dépôt de plainte délivré par ces dernières.

TIERS : toute personne qui n'est pas partie au contrat.

U **USAGE** : utilisation limitative qui est faite du véhicule assuré selon la déclaration du Souscripteur.



VALEUR DE REMPLACEMENT A DIRE D'EXPERT : prix d'un véhicule similaire sur le marché de l'occasion, déterminé par expertise, au jour du sinistre, en tenant compte de toutes les caractéristiques du véhicule, de son état d'entretien et d'usure.

VALEUR DECLAREE : valeur du véhicule indiquée par l'Assuré lors de la souscription du contrat.

VEHICULE ASSURE : le véhicule désigné aux Dispositions Particulières, d'un poids total en charge inférieur ou égal à 3,5 tonnes ; y compris le système de protection antivol mécanique ou électronique dont il est éventuellement équipé, et ses éléments d'équipement obligatoires, ainsi que ses équipements optionnels figurant au catalogue du constructeur ou de l'importateur. La batterie de location d'un véhicule électrique ainsi que ses câbles de chargement constructeur font également partie intégrante du véhicule assuré.

Le véhicule assuré doit être strictement en conformité avec la carte grise, de série courante avec le moteur standard du constructeur et ne pas avoir subi de transformations ou modifications, notamment en ce qui concerne sa puissance. A défaut, l'assureur est en droit d'appliquer les sanctions prévues par les articles L 113-8 et L 113-9 du code des assurances.

Toute remorque, caravane, appareil terrestre construit en vue d'être attelé, sous réserve des dispositions suivantes :

- jusqu'à 750 kg de poids total en charge, la garantie est automatiquement accordée pour les risques "Responsabilité Civile" et "Défense Pénale et Recours suite à un accident" dans les mêmes conditions que pour le véhicule tracteur ; toutefois, vous êtes tenu de communiquer à la Compagnie les caractéristiques de la remorque dont le poids est compris entre 500 et 750 kg dont l'immatriculation légalement différente de celle du véhicule tracteur, doit figurer sur la carte verte ;
- au-delà de 750 kg de poids total en charge, les garanties "Responsabilité Civile" et "Défense Pénale et Recours suite à un accident" ne sont accordées que sous réserve de mention aux Dispositions Particulières ; la non-déclaration entraîne la non assurance de l'attelage constitué par le véhicule terrestre à moteur et la remorque, même si son influence a été nulle à l'occasion du sinistre.

En cas d'indisponibilité fortuite du véhicule assuré, les garanties accordées par le présent contrat peuvent être transférées sur un véhicule de remplacement, loué ou emprunté par le souscripteur. Le transfert des garanties prend effet dès réception par l'Assureur d'un courrier ou e-mail précisant la période d'indisponibilité du véhicule assuré, étant entendu que cette période ne peut excéder 30 jours.

Une surprime pourra éventuellement être demandée en fonction des caractéristiques du véhicule de remplacement. A cet effet, le courrier ou l'e-mail doit mentionner les références exactes de ce véhicule.

VETUSTE : dépréciation de valeur causée par le temps et l'usage, déterminée contractuellement ou par expertise.

VOL : soustraction frauduleuse de tout ou partie du véhicule assuré, déclarée aux Autorités de Police ou de Gendarmerie et attestée par le récépissé de dépôt de plainte délivrée par celle-ci.

TITRE II – EXPOSE DES GARANTIES

ARTICLE 4 - GARANTIE DE LA RESPONSABILITE CIVILE (RISQUE A)

Cette garantie peut être assortie de franchise(s) dont le montant est indiqué aux Dispositions Particulières.

La Compagnie garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que celui-ci peut encourir en raison de dommages corporels ou matériels subis par des tiers et dans la réalisation desquels le véhicule assuré est impliqué, résultant :

- a) des accidents, incendies ou explosions causés par ce véhicule, les accessoires et produits servant à son utilisation ou par les objets ou substances qu'il transporte ;
- b) de la chute de ces accessoires, produits, objets et substances.

La garantie ainsi définie répond aux prescriptions du Titre 1^{er} du livre II du Code des Assurances portant obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur.

En cas de **VOL** du véhicule assuré, la garantie Responsabilité Civile, pour les sinistres dans lesquels le véhicule volé est impliqué, cessera de produire ses effets :

- soit, **à l'expiration d'un délai de 30 jours** à compter de la déclaration de vol aux autorités de police ou de gendarmerie, à la condition, qu'après le vol, la garantie ait été suspendue ou le contrat résilié à l'initiative de l'Assuré ou de la Compagnie ;
- soit, **à compter du jour du transfert de la garantie du contrat** sur un véhicule de remplacement lorsque ce transfert interviendra avant l'expiration du délai de 30 jours susvisé.

Toutefois, la garantie restera acquise à l'Assuré, au plus jusqu'à l'échéance annuelle du contrat, lorsque la responsabilité du propriétaire du véhicule assuré sera recherchée en raison d'un dommage causé à un ouvrage public.

Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle aux effets d'une résiliation légale ou conventionnelle du contrat qui résulterait d'une notification ou d'un accord des parties antérieure au vol.

La Compagnie garantit les **frais de défense civile et pénale de l'Assuré** dans toute procédure administrative ou judiciaire, pour les intérêts propres de l'Assuré, lorsque la procédure concerne en même temps les intérêts de la Compagnie et ce, pour les risques de responsabilité civile visés au présent article. Cette garantie comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocat ainsi que les frais de procès.

Les obligations découlant pour la Compagnie de la garantie de défense stipulée ci-dessus n'impliquent en aucune façon la prise de la direction du procès par la Compagnie pour des faits et dommages ne relevant pas des garanties de responsabilité civile accordées par le présent article.

Étendue de la garantie dans le temps

La garantie est déclenchée par le fait dommageable : vous êtes couvert contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

ARTICLE 5 - GARANTIE DES DOMMAGES SUBIS PAR LE VEHICULE ASSURE

Les garanties ci-après peuvent être assorties de franchise(s) dont le montant est indiqué aux Dispositions Particulières.

1) DOMMAGES TOUS ACCIDENTS (AVEC OU SANS COLLISION) (RISQUE B)

En cas de collision avec un autre véhicule, de choc entre un corps fixe ou mobile et le véhicule assuré lui-même arrêté ou en mouvement ou de versement sans collision préalable du véhicule assuré, la Compagnie garantit le paiement de la réparation des dommages directs causés par cet événement au véhicule assuré **ainsi qu'à l'équipement optionnel et aux pièces de rechanges prévues au catalogue du constructeur.**

Sont également compris dans la garantie :

- les dommages subis par les pneumatiques ainsi que les batteries mais seulement lorsqu'ils sont la conséquence d'un accident ayant occasionné des dommages à d'autres parties du véhicule ;
- les dommages causés par : hautes eaux et inondations par débordement de cours d'eau naturel ou canalisé ou par refoulement d'égout, éboulements de rochers, chutes de pierres, glissements de terrain, avalanches et grêle, à l'exclusion de **tout autre cataclysme** ;
- les dommages éprouvés en cours de transport par terre, par eau ou air, entre les pays où la présente assurance est valable, y compris au cours des opérations de chargement et de déchargement. **Toutefois, en cas de transport par mer ou par air, la Compagnie ne couvre que la perte totale du véhicule assuré ;**
- les dommages résultant de dégradations volontaires (actes de vandalisme) y compris ceux subis par les pneumatiques, sous réserve d'un dépôt de plainte ;
- les dommages subis par les accessoires et / ou le contenu du véhicule assuré à condition qu'ils soient endommagés en même temps que celui-ci et dans les mêmes circonstances, **sous réserve** que la mention de cette extension de garantie figure aux Dispositions Particulières et ce, dans la limite du capital indiqué.

Sont exclus les dommages :

- consécutifs à un **Vol non garanti** ;
- **qui font l'objet des garanties Vol et Bris des glaces** ;
- consécutifs à la mise en fourrière du véhicule depuis son enlèvement jusqu'à sa restitution.

2) BRIS DES GLACES (RISQUE D)

La Compagnie garantit les dommages subis par les pare-brises, glaces latérales, lunette arrière, optiques de phares, toits vitrés, qu'ils soient en produits verriers ou matières translucides, y compris ceux causés par : hautes eaux et inondations par débordement de cours d'eau naturel ou canalisé ou par refoulements d'égout, éboulements de rochers, chutes de pierres, glissements de terrain, avalanches et grêle, à **l'exclusion de tout autre cataclysme.**

L'assurance s'exerce indifféremment que ledit véhicule soit en mouvement ou à l'arrêt.

La Compagnie garantit en outre :

- les bris résultant de dégradations volontaires (acte de vandalisme) sous réserve d'un dépôt de plainte ;
 - les bris résultant du vol ou d'une tentative de vol du véhicule assuré et/ou de ses accessoires et/ou de son contenu.
- Lorsque le pare-brise est techniquement réparable la Compagnie ne garantira que le coût de la réparation et non le remplacement du pare-brise.

Sont exclus les dommages :

- **aux phares longue-portée ainsi qu'aux phares antibrouillard non prévus sur le catalogue du constructeur ;**
- **aux appareils rétroviseurs et de signalisation ainsi qu'aux ampoules de phares si, seules, celles-ci sont endommagées ;**
- **aux feux arrières et clignotants.**

3) VOL (RISQUE E)

La Compagnie garantit en cas de **vol** (au sens de l'article 311-1 du Code Pénal) ou de **tentative de vol** du véhicule assuré, de vol ou de tentative de vol de **l'équipement optionnel** – ou de ses éléments :

- les dommages directs résultant de sa disparition totale ou partielle et/ou de sa détérioration.
 - les frais engagés par l'Assuré, légitimement ou avec l'accord de la Compagnie, pour la récupération du véhicule.
- La tentative de vol ou le vol sont établis dès lors qu'est réuni un faisceau d'indices sérieux rendant vraisemblable la tentative de vol ou le vol du véhicule et caractérisant l'intention des voleurs. Ces indices peuvent être constitués par des traces matérielles relevées sur le véhicule : forçement des serrures de porte(s), des portes elles-mêmes, de la direction, manipulation du contact, de ses fils électriques, de la batterie... La garantie du risque VOL est assortie d'une franchise absolue dont le montant est indiqué aux Dispositions Particulières, en cas de VOL du véhicule assuré (que celui-ci soit retrouvé ou non) quels que soient le montant et le mode de calcul de l'indemnité ; cette franchise n'est pas applicable en cas de tentative de vol du véhicule assuré, hors camping-car dont la définition est exposée à l'article 5-7).
- Lorsqu'ils sont volés **les éléments** du véhicule assuré sont également garantis, qu'il y ait eu ou non effraction caractérisée dudit véhicule.

La Compagnie garantit, en outre, **l'équipement optionnel** s'il est volé dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- soit en même temps que le véhicule assuré,
- soit par effraction caractérisée du véhicule assuré,
- soit indépendamment du véhicule assuré, dans des locaux privés fermés à clés, tels que garages, box ou remises, s'il y a eu effraction, escalade, usage de fausses clés ou de fausses cartes magnétiques, tentative de meurtre ou violences corporelles pour pénétrer dans lesdits locaux.

La disparition et les détériorations du **contenu** et des **accessoires**, peuvent être également garanties, dans les mêmes conditions que ci-dessus, moyennant surprime. Cette extension de garantie est alors accordée à **concurrence, par sinistre, de la somme indiquée aux Dispositions Particulières.**

Si cette extension est accordée, la Compagnie garantit également, dans la même limite, lesdits accessoires et contenu lorsqu'ils sont volés seuls, par effraction caractérisée du véhicule assuré.

**LES VOLS COMMIS A L'INTERIEUR DES VEHICULES BACHES OU DECAPOTABLES
SONT TOUTEFOIS FORMELLEMENT EXCLUS.**

EN CAS DE VOL DU CONTENU DU VEHICULE ASSURE COMMIS PAR EFFRACTION DANS UN VEHICULE STATIONNE SUR LA VOIE PUBLIQUE OU SUR UN PARKING EXTERIEUR ENTRE 21 heures ET 7 heures DU MATIN, LE PLAFOND DE LA GARANTIE SERA REDUIT DE MOITIE.

4) INCENDIE - EXPLOSION - TEMPETE (RISQUE F)

La Compagnie garantit :

- les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que **par l'équipement optionnel et les pièces de rechanges prévues au catalogue du constructeur**, lorsque ces dommages résultent de l'un des événements suivants : incendie, combustion spontanée, chute de la foudre, explosion, tempête, ouragan, cyclone, à **l'exclusion de toute explosion occasionnée par tout explosif transporté dans le véhicule assuré.**

Par «tempête, ouragan, cyclone» il faut entendre un phénomène dont l'intensité est tel qu'il détruit ou endommage un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans un rayon de 5 km. Ce phénomène doit être certifié par la station de Météorologie Nationale la plus proche du lieu du sinistre attestant que la vitesse du vent atteignait ou dépassait 100 km/h. **Il appartient à l'Assuré d'obtenir ce certificat.**

- le coût des recharges des extincteurs utilisés pour lutter contre l'incendie ou le début d'incendie du véhicule.

La Compagnie peut garantir également, moyennant surprime, les détériorations du contenu et des accessoires survenues par suite de l'un des événements prévus ci-dessus.

Cette garantie est alors accordée à **concurrence, par sinistre, de la somme indiquée aux Dispositions Particulières.**

Pour les seuls véhicules de première catégorie (jusqu'à 3,5 tonnes de P.T.A.C.) sont en outre garantis les dommages matériels, survenant aux composants électroniques et aux appareils électriques, résultant de leur seul fonctionnement, pendant une durée de 5 ans après la première année de mise en circulation du véhicule, en raison :

- a) d'incendie ou d'explosion prenant naissance à l'intérieur de ces objets,
- b) de l'action directe ou indirecte de l'électricité atmosphérique, y compris la foudre, ou d'un fonctionnement électrique normal ou anormal.

**Sont exclus : - les dommages résultant des brûlures occasionnées par les fumeurs,
- les dommages résultant d'un vol.**

5) GARANTIES ANNEXES

5.1) Garantie des catastrophes naturelles (dans le cadre des Lois des 13 juillet 1982, 25 juin 1990 et 16 juillet 1992)

a) La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens garantis par le présent contrat au titre des risques B, D ou F ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

b) Mise en jeu de la garantie : La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

c) Etendue de la garantie : La garantie couvre le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au présent contrat et dans les limites et conditions prévues par le présent contrat lors de la première manifestation du risque.

d) Franchise : Nonobstant toute disposition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Le montant de la franchise est celle fixée par la réglementation "Catastrophes Naturelles" en vigueur.

e) Obligation de l'Assuré : L'Assuré doit déclarer à la Compagnie ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie, dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'Assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'Assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'Assureur de son choix.

f) Obligation de la Compagnie : La Compagnie doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de **trois mois** à compter de la date de remise par l'Assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle, lorsque celle-ci est postérieure. A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par la Compagnie porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

5.2) Garantie des attentats, actes de terrorisme et de sabotage, émeutes et mouvements populaires

La garantie des risques Dommages tous Accidents et Incendie-Explosion-Tempête ci-dessus est étendue aux dommages matériels directs, y compris les frais de décontamination, ainsi qu'aux dommages immatériels consécutifs causés au véhicule assuré par un attentat ou un acte de terrorisme au sens des articles 421-1 et 421-2 du code pénal, et ce dans les limites de franchise et plafond fixées au titre de ces garanties.

La décontamination des déblais ainsi que leur confinement n'entrent pas dans le champ d'application de la garantie légale.

La garantie de ces risques est également étendue aux dommages matériels directs causés au véhicule assuré par des actes de sabotage, des émeutes et des mouvements populaires dans les limites de franchise et plafond fixées au titre de ces garanties.

5.3) Garantie des Catastrophes Technologiques (Loi du 30 juillet 2003)

Nous garantissons la réparation pécuniaire des dommages matériels subis par l'ensemble de vos biens garantis, à concurrence de la valeur fixée au contrat résultant d'un accident relevant d'un état de catastrophe technologique.

La garantie est conditionnée à la publication du texte réglementaire constatant l'état de catastrophe technologique.

6) GARANTIES COMPLEMENTAIRES

6.1) Remorquage occasionnel

La garantie est étendue aux dommages causés par le véhicule assuré, alors qu'il remorque **occasionnellement** un autre véhicule en panne ou alors que, se trouvant lui-même en panne, il est remorqué par un autre véhicule.

6.2) Vice ou défaut d'entretien imputable au propriétaire du véhicule

Lorsque le véhicule assuré est conduit par une personne autre que son propriétaire, la garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité personnelle dudit propriétaire, en cas d'accident survenant audit conducteur ou aux personnes transportées, et résultant d'un vice ou d'un défaut d'entretien du véhicule, imputable à son propriétaire, que le véhicule soit ou non en circulation.

6.3) Secours aux blessés de la route

Même si le contrat ne comporte aucune des garanties des dommages subis par le véhicule, la Compagnie rembourse à l'Assuré les frais réellement exposés par lui, pour le nettoyage ou la remise en état de ses effets vestimentaires, de ceux des personnes l'accompagnant et des garnitures intérieures du véhicule, lorsque ces frais sont la conséquence de dommages résultant du transport bénévole et gratuit d'une personne blessée du fait d'un accident de la route.

6.4) Véhicule ancien conservé en vue de la vente

À compter de la date d'effet du changement de véhicule, le véhicule assuré est celui mentionné aux Dispositions Particulières.

Si le véhicule précédemment assuré est conservé pour des essais en vue de la vente, ses garanties restent acquises pendant 30 jours à compter de la date d'effet de l'avenant de changement de véhicule, **le Souscripteur déclarant ne mettre en circulation, pendant cette période, qu'un seul véhicule à la fois. La présente extension de garantie ne peut en aucun cas bénéficier à un garagiste ou à un professionnel de l'automobile chargé de la vente du véhicule précédemment assuré.**

6.5) Responsabilité de l'enfant conduisant le véhicule assuré à l'insu du propriétaire ou du souscripteur

La Compagnie garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à un enfant du Souscripteur du présent contrat ou du propriétaire du véhicule assuré lorsqu'il conduit ce véhicule à leur insu. La garantie s'exercera même si l'enfant n'a pas l'âge requis pour la conduite des véhicules terrestres à moteur ou ne peut justifier être titulaire du permis de conduire exigé par les règlements publics en vigueur, **à la condition, dans ce dernier cas qu'il n'ait pas, au moment de l'accident dépassé de plus de SIX mois l'âge minimum requis pour son obtention.**

6.6) Frais de remorquage et de gardiennage

Lorsque le contrat prévoit la garantie des dommages subis par le véhicule assuré (Risques B et/ou E, et/ou F), la Compagnie remboursera, en cas d'accident le coût des frais de remorquage du lieu de l'accident au garage le plus proche, ainsi que les frais de gardiennage à partir du 16^e jour, lorsque le sinistre garanti a pour conséquence d'immobiliser le véhicule assuré.

Ce remboursement, limité globalement à 200 EUR TVA comprise par sinistre, sans pouvoir dépasser le coût réel des frais de remorquage et de gardiennage, ne pourra, en aucun cas, se cumuler avec toute autre indemnité de dépannage ou de privation de jouissance prévue au contrat.

La présente extension est limitée aux accidents survenant en France métropolitaine, dans la Principauté de Monaco et dans les départements d'outre-mer (DOM).

7) DISPOSITIONS SPECIALES CAMPING-CAR

On entend par : Camping-car : tous les véhicules communément désignés sous le nom de "camping-car", qu'ils soient monoblocs ou composés d'un véhicule utilitaire, porteur d'une cellule habitable, amovible ou non et d'un poids total en charge inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

Extensions de garantie :

a) Privation de jouissance :

Lorsque le contrat prévoit la garantie des dommages subis par le véhicule assuré (Risque B), la Compagnie remboursera à l'Assuré, en cas d'accident rendant son camping-car inhabitable ou intransportable et lui en faisant perdre la jouissance, les dépenses de nourriture et d'hébergement (notes d'hôtels ou de restaurants, frais de location de villa, de camping-car ou de tente) qu'il aura raisonnablement exposées.

Ce remboursement sera versé à partir du 3^{ème} jour et pendant 12 jours au plus, sans pouvoir excéder le temps nécessaire à la réparation du camping-car à dire d'expert. Le remboursement est fixé forfaitairement à 75 € par jour.

b) Frais de remorquage et de gardiennage :

Lorsque le contrat prévoit la garantie des dommages subis par le véhicule assuré (Risque B et/ou E, et/ou F), la Compagnie remboursera, en cas d'accident le coût des frais de remorquage du lieu de l'accident au garage le plus proche, ainsi que les frais de gardiennage à partir du 16^{ème} jour, lorsque le sinistre garanti a pour conséquence d'immobiliser le véhicule assuré.

Ce remboursement, limité globalement à 382 EUR TVA comprise par sinistre, sans pouvoir dépasser le coût réel des frais de remorquage et de gardiennage, ne pourra, en aucun cas, se cumuler avec toute autre indemnité de dépannage prévue au contrat.

La présente extension est limitée aux accidents survenant en France métropolitaine, dans la Principauté de Monaco et dans les départements d'outre-mer (DOM).

Limitation de garantie :

En cas de sinistre vol, tentative de vol ou acte de vandalisme, lorsque le remisage du camping-car n'est pas effectué dans un parking clos ou un box fermé et qu'il se trouve à moins de 10 km du domicile de l'Assuré, il sera fait application d'une franchise supplémentaire dont le montant est indiqué aux Dispositions Particulières. De plus, la garantie DES ACCESSOIRES ET DU CONTENU, si elle est souscrite, ne sera pas acquise au titre de ce sinistre.

On entend par : Remisage : lieu de stationnement habituel du camping-car pendant la période durant laquelle il n'est pas utilisé par l'Assuré.

Risques exclus :

Outre les exclusions prévues aux articles 8 et 9, sont également exclus :

- les conséquences de pannes purement mécaniques ou électriques survenant au véhicule assuré,
- les dommages causés ou subis par la cellule amovible, lorsqu'elle ne fait plus corps avec le véhicule porteur, ainsi que lors de toute opération de démontage ou de remontage,
- les dommages causés au véhicule porteur pendant les opérations de pose ou de dépose de ladite cellule,
- les dommages ne pouvant être considérés comme provenant d'un incendie, notamment les accidents de fumeurs, les objets tombés ou jetés sur un foyer, les brûlures occasionnées par un excès de chaleur sans embrasement.

ARTICLE 6 - DEFENSE PENALE ET RECOURS SUITE A UN ACCIDENT (RISQUE G)

1) OBJET DE LA GARANTIE

Au titre du véhicule assuré désigné aux dispositions particulières, la Compagnie garantit :

- la défense pénale de l'Assuré devant toute juridiction répressive, s'il est mis en cause au titre d'une responsabilité assurée par le contrat, lorsqu'il n'est pas représenté par l'avocat que l'assureur Responsabilité Civile a missionné pour la défense des intérêts civils de l'Assuré,
- l'exercice du recours amiable ou judiciaire de l'Assuré contre tout tiers responsable d'un dommage corporel subi par lui, ou d'un dommage matériel, qui aurait été garanti par le contrat s'il avait engagé sa Responsabilité Civile telle que définie dans les dispositions relatives à l'article « Garantie de la Responsabilité Civile » du contrat.

Exclusions

La garantie ne s'applique pas :

- aux litiges dont l'Assuré avait connaissance lors de la souscription du contrat,
- aux sinistres dont le fait générateur est antérieur à la souscription du contrat,
- aux litiges pouvant survenir entre l'Assuré et l'assureur en Responsabilité Civile notamment quant à l'évaluation des dommages garantis au titre du contrat,
- aux litiges dirigés contre l'Assuré en raison de dommages mettant en jeu sa responsabilité civile lorsqu'elle est garantie par un contrat d'assurance ou lorsqu'elle aurait dû l'être en exécution d'une obligation légale d'assurance,
- aux dommages causés par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants,
- aux dommages résultant d'une relation contractuelle impliquant l'Assuré ;
- à la personne qui n'a pas la garde autorisée ou la conduite autorisée du véhicule assuré,
- aux procédures et réclamations découlant d'un crime ou d'un délit, caractérisé par un fait volontaire ou intentionnel, dès lors que ce crime ou ce délit vous est imputable personnellement,
- aux litiges relatifs à la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique, ou en état d'ivresse manifeste, ou sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants, ou au refus de se soumettre aux vérifications destinées à dépister ou à établir la preuve de cet état,
- aux litiges résultant de la conduite sans disposer du certificat en cours de validité exigé par la réglementation en vigueur pour la catégorie de véhicule concernée,
- aux litiges résultant du refus de l'Assuré de restituer le permis de conduire suite à une décision de retrait,
- aux litiges consécutifs à un délit de fuite ou à un refus d'obtempérer à l'instruction d'une autorité compétente,
- aux litiges survenus au cours d'épreuves sportives, courses, compétitions ou leurs essais, soumis ou non à l'information et/ou à l'autorisation des Pouvoirs Publics,
- aux contestations découlant de contraventions sanctionnées par une amende fixe ou forfaitaire,
- aux litiges liés à la possession ou à l'utilisation de tout véhicule autre que celui mentionné aux dispositions particulières,
- aux litiges hors de la compétence territoriale prévue à l'article « Conditions de la garantie » ci-dessous.

Conditions de la garantie

1. Mise en oeuvre de la garantie

Les garanties s'appliquent aux conditions cumulatives suivantes qui s'ajoutent aux éventuels conditions et délais de carence spécifiques à certaines garanties :

- l'origine du litige doit être postérieure à la date d'effet du contrat,
- la date du sinistre se situe entre la date d'effet du contrat et la date de son expiration,
- la déclaration du sinistre doit être effectuée entre la date d'effet du contrat et la date de son expiration.

2. Compétence territoriale

Sont garantis en recours ou en défense les sinistres relevant de la compétence d'une juridiction située sur le territoire :

- de la France,
- des autres pays qui figurent sur la carte internationale d'assurance automobile (carte verte) pour sa durée de validité.

Sont exclus de la garantie, les pays dont les « lettres indicatives » sont rayés sur votre carte verte.

3. Seuils d'intervention

Lorsque l'Assuré est en défense, la garantie s'applique quel que soit le montant de la demande adverse. Lorsque l'Assuré est en demande, la Compagnie participe aux dépenses nécessaires à l'exercice de vos droits si le préjudice de l'Assuré en principal est supérieur à 400 euros TTC.

2) GARANTIE FINANCIERE

1. Dépenses garanties

En cas de sinistre garanti et lorsque le seuil d'intervention mentionné à l'article « Seuils d'intervention » est atteint, la Compagnie prend en charge, à concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières :

- les frais de constitution du dossier de procédure engagés avec l'accord de la Compagnie préalable et formel, tels que les frais de constat d'huissier nécessaire à la conservation d'un élément de preuve,
- les frais taxables d'huissier de justice,
- les frais taxables d'expert judiciaire directement mis à la charge de l'Assuré au titre d'une condamnation à régler une consignation ou d'une décision de taxation,
- les honoraires et les frais non taxables d'avocat dans la limite des montants fixés au tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat »

2. Dépenses non garanties

La garantie ne couvre pas :

- tout honoraire et/ou émoluments de tout auxiliaire de justice dont le montant serait fixé en fonction du résultat obtenu,
- les frais de consultation juridique ou d'actes de procédure réalisés avant la déclaration du sinistre sauf si l'Assuré peut justifier de l'urgence à les avoir exposés antérieurement,
- les frais de serrurier, de déménagement ou de gardiennage générés par des opérations d'exécution de décisions rendues en faveur de la Compagnie,
- les honoraires et émoluments d'huissier,
- les frais et honoraires d'enquêteur,
- les frais, honoraires et émoluments de commissaire-priseur, de notaire, tous frais fiscaux et de publicité légale (tels que, sans que cette liste soit limitative : les droits d'enregistrement et les taxes de publicité foncière, les frais d'hypothèque...),
- les consignations pénales, les amendes pénales, fiscales, civiles ou toutes contributions assimilées.
- La garantie ne couvre pas les sommes de toute nature que l'Assuré a en définitive à payer ou à rembourser à la partie adverse, telles que :
- le principal, les frais et intérêts, les dommages et intérêts, les astreintes,
- les condamnations mises à la charge de l'Assuré au titre des dépens,
- les condamnations mises à la charge de l'Assuré à titre d'indemnité de procédure tels que les frais irrépétibles ou les frais de même nature prononcée par la juridiction saisie notamment en application de l'article 700 du Code de procédure civile, des articles 475-1 ou 800-1 ou 800-2 du Code de procédure pénale, de l'article L761-1 du Code de la justice administrative, ou de tout autre texte qui viendrait les compléter.

3. Montants de prise en charge - honoraires d'avocats

Les plafonds d'assurances comprennent les frais divers (déplacement, secrétariat, photocopies) et constituent le maximum de notre engagement.	Montant en euros Hors TVA
Assistance	
Réunion d'expertise ou mesure d'instruction, Médiation Civile ou Pénale, Commission	400 € par intervention
Intervention amiable	150 € par intervention
Toutes autres interventions	200 € par affaire
Procédure devant toutes juridictions	
Référé en défense ou requête ou Ordonnance	500 € par décision
Première Instance	
Tribunal de Police, Juge ou Tribunal pour Enfants	650 € par décision
Procureur de la République	200 € par intervention
Tribunal Correctionnel	650 € par décision
Juridiction de l'Exécution	460 € par affaire
Tribunal Judiciaire statuant au fond avec représentation obligatoire par avocat	650 € par décision
Tribunal Judiciaire statuant au fond avec représentation non obligatoire par avocat, Tribunal ou chambre de Proximité, Tribunal d'Instance	500 € par décision
Cour d'Appel	800 € par affaire
Cour de cassation - Conseil d'Etat	1 500 € par affaire
Toute autre juridiction	650 € par affaire

En cas de sinistre

1. Déclaration du sinistre

Pour permettre à la Compagnie d'intervenir efficacement, l'Assuré doit faire sa déclaration par écrit dans les plus brefs délais en joignant à son envoi les copies des pièces de son dossier et notamment des éléments de preuve nécessaires et suffisants pour justifier de la réalité de son préjudice auprès de l'intermédiaire mentionné aux dispositions particulières.

2. Cumul de garanties

Si les risques garantis par le contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, l'Assuré doit en informer la Compagnie immédiatement par lettre recommandée et lui indiquer l'identité des autres assureurs du risque. Lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat concerné et du principe indemnitaire, quelle que soit la date à laquelle elle a été souscrite. Dans ces limites, l'Assuré peut s'adresser à l'assureur de son choix. **Lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues par l'article L121-3 Code des assurances (nullité du contrat et dommages et intérêts) sont applicables.**

3. Choix de l'avocat

L'Assuré dispose, en cas de sinistre (comme dans l'éventualité d'un conflit d'intérêt survenant entre lui et la Compagnie à l'occasion dudit sinistre), de la possibilité de choisir librement l'avocat dont l'intervention s'avère nécessaire pour transiger, l'assister ou le représenter en justice. Tout changement d'avocat en cours de litige doit immédiatement être notifié à la Compagnie. L'Assuré fixe de gré à gré avec l'avocat le montant de ses frais et honoraires. Cette faculté de libre choix s'exerce au profit de l'Assuré, selon l'alternative suivante, soit :

- L'Assuré fait appel à son avocat ;
- L'Assuré demande à la Compagnie par écrit de choisir un avocat dès lors que le Sinistre relève d'une juridiction française ou située sur le territoire de l'Union Européenne.

4. Direction du procès

En cas d'action judiciaire, la direction, la gestion et le suivi du procès appartiennent à l'Assuré assisté de son avocat. L'Assuré doit obtenir l'accord préalable et exprès de la Compagnie s'il souhaite régulariser une transaction avec la partie adverse.

5. Mise en oeuvre de la garantie

À réception, le dossier de l'Assuré est traité comme suit :

La Compagnie fait part de sa position sur l'application de la garantie. Il peut lui demander de lui fournir, sans restriction ni réserve, toutes les pièces se rapportant au litige ainsi que tout renseignement complémentaire en sa possession.

La Compagnie donne son avis à l'Assuré sur l'opportunité de transiger ou d'engager une instance judiciaire, en demande comme en défense. Les cas de désaccord à ce sujet sont réglés selon les modalités prévues à l'article « Arbitrage ».

6. Le règlement des indemnités

Si l'Assuré a choisi son avocat, il peut demander à la Compagnie le remboursement des frais et honoraires garantis, dans la limite des montants maximum fixés au tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat » et des sommes mentionnées à l'article « Dépenses garanties ».

Toute autre somme demeurera à la charge de l'Assuré.

Si l'Assuré a réglé une provision à son avocat, la Compagnie peut lui rembourser à titre d'avance sur le montant de son indemnité.

Néanmoins, cette avance ne pourra excéder la moitié du montant de l'indemnisation fixée au tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat ».

Le solde de l'indemnité de la Compagnie est réglé à l'issue de la procédure.

Le remboursement de la Compagnie interviendra dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception des copies des factures des honoraires acquittées, et de la décision rendue ou de l'éventuel protocole d'accord signé entre les parties.

Sur demande expresse de l'Assuré, la Compagnie peut régler les sommes garanties directement à son avocat.

- Si l'Assuré demande à la Compagnie de lui indiquer un avocat, la Compagnie règlera directement ses frais et honoraires garantis dans la limite maximale des montants fixés au tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat » et des sommes mentionnées à l'article « Dépenses garanties ».

Toute autre somme demeurera à la charge de l'Assuré.

- L'Assuré doit adresser à la Compagnie les copies des décisions rendues et des éventuels protocoles d'accord signés entre les parties. En application des dispositions de l'article L127-7 du Code des assurances, la Compagnie est tenu à une obligation de secret professionnel concernant toute information que l'Assuré communiquera à la Compagnie dans le cadre d'un sinistre.

7. Exécution des décisions de justice et subrogation

Dans le cadre de la garantie, la Compagnie prend en charge les frais d'huissier, autres que ceux visés à l'article « Dépenses non garanties », afin d'exécution de la décision de justice rendue en faveur de l'Assuré. Lorsque la partie adverse est condamnée aux dépens de l'instance, la Compagnie est subrogé dans les droits et actions de l'Assuré, à concurrence des sommes qu'il a prises en charge en application du contrat. Lorsqu'il est alloué à l'Assuré une indemnité de procédure par application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile, de l'article 475-1 ou 800-1 et 800-2 du Code de procédure pénale ou de l'article L761-1 du Code de la Justice administrative ou par tout texte prévoyant des indemnités de nature équivalente, cette somme bénéficie à l'Assuré par priorité pour les dépenses restées à sa charge, puis revient à la Compagnie dans la limite des sommes qu'il a indemnisées.

8. Déchéance de garanties

L'Assuré peut être déchu de ses droits à garantie :

- s'il refuse de fournir à la Compagnie des informations se rapportant au litige,
- s'il fait de mauvaise foi des déclarations inexactes sur les faits ou les événements constitutifs du sinistre, ou plus généralement, sur tout élément pouvant servir à la solution du litige,
- s'il emploie ou produit intentionnellement des documents inexacts ou frauduleux,
- s'il régularise une transaction avec la partie adverse sans obtenir préalablement l'accord exprès de la Compagnie.

9. Arbitrage

Conformément aux dispositions de l'article L127-4 du Code des assurances, en cas de désaccord entre la Compagnie et l'Assuré au sujet des mesures à prendre pour régler le litige objet du sinistre garanti, celui-ci peut être soumis à l'arbitrage d'une tierce personne désigné d'un commun accord entre les parties, ou à défaut, par le Président du Tribunal Judiciaire compétent territorialement, statuant selon la procédure accélérée au fond. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de la Compagnie, sauf lorsque le Président du Tribunal Judiciaire en décide autrement au regard du caractère abusif de la demande de l'Assuré.

Si, contrairement à l'avis de la Compagnie et/ou de la tierce personne, l'Assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle que la Compagnie ou que la tierce personne avait proposée, la Compagnie s'engage, dans le cadre de sa garantie, à prendre en charge les frais de justice et d'avocat que l'Assuré aurait ainsi exposés, conformément à l'article « Garantie financière ». Néanmoins, afin de simplifier la gestion de ce désaccord, si l'Assuré a sollicité une personne réglementairement habilitée à délivrer des conseils juridiques sur les mesures à prendre pour régler le litige objet du sinistre garanti, la Compagnie s'engage à s'en remettre à l'opinion de cette personne.

En ce cas, la Compagnie prendra en charge les éventuels honoraires de consultation de cet intervenant dans la limite contractuelle du tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat » pour le poste « Assistance - Médiation Civile ».

10. Conflit d'intérêts

Si, lors de la déclaration du sinistre, ou pendant le cours du sinistre, il apparaît entre l'Assuré et la Compagnie un conflit d'intérêt, notamment lorsque le litige oppose l'Assuré à la Compagnie ou à un autre de ses assurés, l'Assuré pourra se faire assister par un avocat choisi conformément aux dispositions de l'article « Choix de l'avocat ». L'Assuré peut également recourir à la procédure d'arbitrage définie à l'article « Arbitrage ».

ARTICLE 7 – PROTECTION JURIDIQUE (RISQUE H)

1) PRESTATIONS

a) Service Conseils :

En prévention de tout litige garanti : informations et avis de principe sur toute question d'ordre juridique, administratif sur l'univers de l'automobile. Le Service Conseils est ouvert de 8h00 à 19h30 (horaires de France métropolitaine), du lundi au samedi, à l'exception des jours fériés au numéro indiqué au paragraphe 11) ci-après. Cette prestation téléphonique ne peut faire l'objet d'échanges écrits.

b) Assistance Juridique :

• Connaissance prise du dossier : Avis sur la portée et les conséquences de l'affaire;
• Proposition de notre assistance au plan amiable : médiation, transaction, avec la partie adverse;
• Prise en charge de vos frais de procédures, à l'amiable ou devant les juridictions compétentes, la gestion, la direction du procès et son suivi étant alors conjointement assumés par l'assuré et son conseil.

2) DOMAINES D'INTERVENTION

- Protection véhicule :
• en cas de conflit lié à l'achat, l'entretien, l'utilisation ou la vente du véhicule assuré,
• avec l'organisme de financement de ce véhicule,
• à l'utilisation, l'entretien, la réparation ou le contrôle technique du véhicule assuré, opposant l'assuré à un professionnel de l'automobile à la suite de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse d'une prestation sur le véhicule assuré.

Par dérogation aux dispositions de l'article « Conditions de la garanties », en cas de résiliation du présent contrat pour toute cause autre que le non-paiement de la cotisation, les effets des garanties sont prorogés de six mois pour les litiges relatifs à la vente du véhicule assuré, dont le fait générateur est survenu après la résiliation du contrat.

- Protection Permis de conduire : remboursement de 50% des frais du stage volontaire de récupération de points, dès lors que le permis de conduire a un nombre de points supérieur ou égal à la moitié du capital maximum prévu par la réglementation en vigueur au moment de l'infraction et que l'infraction à l'origine de la perte des points vous fait passer en dessous de cette moitié de capital.

La garantie s'applique sous réserve :

• que l'infraction à l'origine de la perte des points qui le fait passer en dessous de la moitié du capital maximum soit survenue pendant la période de validité du présent contrat,
• que le stage soit effectué auprès d'un organisme accrédité par les Pouvoirs Publics et soit facturé pendant la période de validité de la garantie du présent contrat.

Exclusion spécifique à la garantie «Protection Permis de conduire»

La garantie ne s'applique pas lorsque la perte des points a pour origine un délit prévu par les articles L.234-1, L.234-8, L.235-1 et L.235-3 du Code de la route, ou tout autre délit donnant lieu de plein droit à la réduction d'au moins la moitié du nombre maximal de points du permis de conduire.

- Protection en cas d'infractions aux règles de la circulation : défense juridique, en cas de convocation devant une commission administrative ou lorsque l'assuré est poursuivi devant une juridiction répressive pour infraction aux règles de la circulation routière, dès lors que l'infraction a été commise pendant la période de validité du contrat.

- Protection conducteur : exercice du recours, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction en cas de préjudices corporels subis par le conducteur à la suite de violences exercées par un tiers et survenus lors de l'utilisation du véhicule assuré, que celui-ci soit en circulation ou en stationnement.

3) EXCLUSIONS

La garantie ne s'applique pas aux :

- litiges dont l'assuré avait connaissance lors de la souscription du contrat,
- litiges qui ne relèvent pas des domaines ci-dessus,
- faits dolosifs, intentionnels, frauduleux,
- état de surendettement, insolvabilité, aménagement de délais de paiement,
- litiges avec l'administration fiscale ou le service des douanes.
- litiges pouvant survenir entre l'assuré et son assureur en Responsabilité Civile notamment quant à l'évaluation des dommages garantis au titre du présent contrat,

- litiges dirigés contre l'assuré en raison de dommages mettant en jeu sa responsabilité civile lorsqu'elle est garantie par un contrat d'assurance ou lorsqu'elle aurait dû l'être en exécution d'une obligation légale d'assurance,
- procédures et réclamations découlant d'un crime ou d'un délit, caractérisé par un fait volontaire ou intentionnel, dès lors que ce crime ou ce délit vous est imputable personnellement,
- litiges survenus à l'occasion de faits de guerre civile ou étrangère, d'émeute, de mouvements populaires ou d'attentats,
- litiges consécutifs à la verbalisation pour conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique, ou en état d'ivresse manifeste, ou sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants, ou au refus de se soumettre aux vérifications destinées à dépister ou à établir la preuve de cet état,
- litiges résultant de la conduite sans disposer du certificat exigé par la réglementation en vigueur pour la catégorie de véhicule,
- litiges résultant du refus de l'assuré de restituer le permis de conduire suite à décision de retrait,
- litiges consécutifs à un délit de fuite ou à un refus d'obtempérer à l'instruction d'une autorité compétente,
- litiges survenus au cours d'épreuves sportives, courses, compétitions ou leurs essais, soumis ou non à l'information et/ou à l'autorisation des Pouvoirs Publics,
- contestations découlant de contraventions sanctionnées par une amende fixe ou forfaitaire,
- litiges liés à la possession ou à l'utilisation de tout véhicule autre que celui assuré par le présent contrat,
- litiges hors de la compétence territoriale prévue à l'article «Conditions de la Garanti » ci-après.

4) CONDITIONS DE LA GARANTIE

a) Mise en œuvre des garanties :

Pour la mise en œuvre des garanties, le sinistre doit satisfaire les conditions cumulatives suivantes :

- l'origine du litige doit être postérieure à la souscription du contrat,
- la date du sinistre se situe entre la souscription du contrat et la date de son expiration.

b) Compétence territoriale :

Le sinistre doit relever de la compétence d'une juridiction située sur le territoire de la France ou sur celui :

- d'un pays membre de l'Union Européenne,
- d'un des pays suivants : Andorre, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Saint-Marin, Saint-Siège et Suisse.

c) Seuil d'intervention judiciaire :

En défense, la garantie s'applique quel que soit le montant de la demande adverse.

En demande, la garantie s'applique si le montant du préjudice en principal est au moins égal à 275 euros TTC.

d) Dépenses garanties et montant maximum des garanties :

En cas de Sinistre garanti :

Au plan amiable, prise en charge les honoraires de l'expert ou du spécialiste mandaté ou que l'assuré peut mandater avec l'accord préalable et écrit de L'Equité - Protection Juridique, pour un montant de préjudice en principal au moins égal à 275 euros TTC à concurrence maximale par sinistre de 1 000 euros TTC.

Au plan judiciaire, prise en charge, à concurrence maximale par sinistre de 20 000 euros TTC :

frais de constitution du dossier de procédure tels que les frais de constat d'huissier engagés avec l'accord préalable et écrit de L'Equité - Protection Juridique,

- frais taxables d'huissier de justice,
- frais taxables d'expert judiciaire mis à la charge de l'assuré,
- honoraires et les frais non taxables d'avocat (qui seront pris en charge comme indiqué à l'article «Choix de l'avocat»).

e) Dépenses non garanties

La garantie ne couvre pas :

- **Les frais de consultation juridique ou d'actes de procédure réalisés avant la déclaration du sinistre à moins que l'assuré ne puisse justifier de l'urgence à les avoir exposés antérieurement,**
 - **tout honoraire et/ou émoluments de tout auxiliaire de justice dont le montant serait fixé en fonction du résultat obtenu,**
 - **les honoraires et émoluments d'huissier,**
 - **les frais et honoraires d'enquêteur,**
 - **les frais, honoraires et émoluments de commissaire-priseur, de notaire,**
 - **les consignations pénales, les amendes pénales, fiscales, civiles ou toutes contributions assimilées.**
- La garantie ne couvre pas les sommes de toute nature que l'assuré aura en définitive à payer ou à rembourser à la partie adverse, telles que :
- le principal, les frais et intérêts, les dommages et intérêts, les astreintes,
 - les condamnations mises à la charge de l'assuré au titre des dépens,
 - les condamnations mises à la charge de l'assuré au titre de l'article 700 du Code de procédure civile, des articles 475-1 ou 800-1 ou 800-2 du Code de procédure pénale, de l'article L761-1 du Code de la justice administrative, ou de tout autre texte qui viendrait les compléter ou s'y substituer, ou toute autre condamnation de même nature prononcée par la juridiction saisie.

f) Déclaration du sinistre

Pour nous permettre d'intervenir efficacement, vous devez faire votre déclaration par écrit dans les plus brefs délais en joignant à votre envoi les copies des pièces de votre dossier et notamment des éléments de preuve nécessaires et suffisants pour justifier de la réalité de votre préjudice, soit auprès de L'Equité - Protection Juridique - 75433 Paris Cedex 09 ou soit par mail à «EQUITE-PJDeclarations@generali.fr».

g) Cumul de la garantie

Si les risques garantis par le contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, l'Assuré doit en informer L'EQUITE Protection Juridique immédiatement par lettre recommandée et lui indiquer l'identité des autres assureurs du risque.

Lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat concerné et du principe indemnitaire, quelle que soit la date à laquelle elle a été souscrite. Dans ces limites, l'Assuré peut s'adresser à l'assureur de son choix.

Lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues par l'article L121-3 Code des assurances (nullité du contrat et dommages et intérêts) sont applicables.

h) Choix de l'avocat

En cas de sinistre (comme dans l'éventualité d'un conflit d'intérêt survenant entre nous à l'occasion dudit sinistre), l'assuré a la possibilité de choisir librement l'avocat dont l'intervention s'avère nécessaire pour transiger, l'assister ou le représenter en justice.

Tout changement d'avocat doit être immédiatement notifié à L'Equité - Protection Juridique.

L'assuré fixe de gré à gré avec l'avocat le montant de ses frais et honoraires.

Cette faculté de libre choix s'exerce à son profit, selon l'alternative suivante, soit :

- Il fait appel à son avocat,

- Il ne souhaite pas choisir d'avocat, L'Equité - Protection Juridique peut en mandater un pour son compte après réception d'une demande écrite de sa part.

i) Direction du procès

En cas d'action judiciaire, la direction, la gestion et le suivi du procès appartiennent à l'assuré assisté de son avocat. L'assuré doit obtenir l'accord préalable et exprès de L'EQUITE Protection Juridique s'il souhaite régulariser une transaction avec la partie adverse.

j) Gestion de la garantie

À réception du dossier à L'Equité - Protection Juridique :

Position sur l'application de la garantie.

L'Equité - Protection Juridique peut demander, sans restriction ni réserve, toutes les pièces se rapportant au litige ainsi que tout renseignement complémentaire en votre possession. Sauf opposition justifiée, l'assuré ne saurait se prévaloir du secret médical pour refuser de répondre aux demandes du médecin conseil que L'Equité - Protection Juridique aura désigné comme expert.

L'Equité - Protection Juridique se réserve le droit de faire examiner l'assuré par un médecin de son choix, chaque fois que cela est nécessaire afin d'évaluer le préjudice. Ce médecin doit pouvoir le rencontrer et l'examiner librement et peut lui demander tout renseignement ou document qu'il juge utiles.

Dans le cas où il ne peut se déplacer, le médecin missionné doit avoir accès à son lieu de résidence.

Sous peine de déchéance, l'assuré doit lui communiquer ces informations, soit directement sous pli confidentiel soit par l'intermédiaire de son médecin, et se soumettre à toute expertise médicale éventuelle. De convention expresse, l'assuré reconnaît le droit de subordonner la mise en jeu de la garantie au respect de ces conditions. En cas de refus de sa part, nous pourrions, de convention expresse, lui opposer la mise en jeu de la garantie.

L'Equité - Protection Juridique donne son avis sur l'opportunité de transiger ou d'engager une instance judiciaire, en demande comme en défense. Les cas de désaccord à ce sujet sont réglés selon les modalités prévues à l'article «Arbitrage».

k) Le règlement des indemnités :

• Si l'assuré choisi son avocat :

Conformément à l'article «Choix de l'avocat», il peut demander à L'Equité - Protection Juridique le remboursement des frais et honoraires garantis, dans la limite des montants maximum fixés au tableau «Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat» et des sommes mentionnées à l'article « Dépenses garanties et montants maximum de garantie ».

Toute autre somme demeurera à la charge de l'assuré.

Le remboursement interviendra dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception des copies des factures des honoraires acquittées.

Sur demande expresse de sa part, nous pouvons régler les sommes garanties directement à son avocat.

Si l'assuré a réglé une provision à son avocat, L'Equité - Protection Juridique peut lui rembourser à titre d'avance sur le montant de son indemnité.

Néanmoins, cette avance ne pourra excéder la moitié du montant de l'indemnisation fixée au tableau «Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat».

Le solde de l'indemnité étant réglé à l'issue de la procédure.

• Si l'assuré nous demande de lui indiquer un avocat :

Conformément à l'article «Choix de l'avocat», L'Equité - Protection Juridique règle directement ses frais et honoraires garantis dans la limite maximale des montants fixés au tableau «Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat» et des sommes mentionnées à l'article «Dépenses garanties et montants maximum de garantie».

Toute autre somme demeurera à la charge de l'assuré.

Dans tous les cas, l'assuré doit adresser à L'Equité - Protection Juridique, les copies des décisions rendues et des éventuels protocoles d'accord signés entre les parties.

En application des dispositions de l'article L.127-7 du Code des assurances, L'Equité - Protection Juridique est tenu à une obligation de secret professionnel concernant toute information que l'assuré nous communique dans le cadre d'un sinistre.

Les plafonds d'assurances comprennent les frais divers (déplacement, secrétariat, photocopies) et constituent le maximum de notre engagement.	Montant en euros Hors TVA
Assistance	
Réunion d'expertise ou mesure d'instruction, Médiation Civile ou Pénale, Commission	500 € par intervention
Intervention amiable	150 € par intervention
Toutes autres interventions	350 € par affaire
Procédure devant toutes juridictions	
Référé ou requête ou autre ordonnance	550 € par décision
Première Instance	
Tribunal de Police, Juge ou Tribunal pour Enfants	500 € par décision
Procureur de la République	200 € par intervention
Cour d'Assise	2 000 € par affaire
Tribunal Administratif, Tribunal du commerce	1 000 € par affaire
Tribunal Judiciaire statuant au fond avec représentation obligatoire par avocat	1 200 € par décision
Tribunal Judiciaire statuant au fond avec représentation non obligatoire par avocat, Tribunal ou chambre de Proximité, Tribunal d'Instance	850 € par décision
Juridiction de l'Exécution	450 € par affaire
Cour d'Appel	800 € par affaire
En matière de police ou d'infraction au Code de la Route	450 € par affaire
En matière correctionnelle	850 € par affaire
Autres matières au fond	1 050 € par affaire
Cour de cassation - Conseil d'Etat	2 100 € par affaire
Toute autre juridiction	650 € par affaire
Transaction amiable	
Menée à son terme, sans protocole signé	500 € par affaire
Menée à son terme et ayant abouti à un protocole signé par les parties et agréé par l'assureur	1 000 € par affaire

5) EXECUTION DES DECISIONS DE JUSTICE ET SUBROGATION

Dans le cadre de la garantie, prise en charge des frais d'huissier, autres que ceux visés à l'article «Dépenses non garanties», afin d'exécution de la décision de justice rendue en la faveur de l'assuré.

Lorsque la partie adverse est condamnée aux dépens de l'instance, L'Equité - Protection Juridique est subrogée dans les droits et actions de l'assuré, à concurrence des sommes prises en charge en application du présent contrat.

Lorsqu'il est alloué à l'assuré une indemnité de procédure par application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile, de l'article 475-1 ou 800-1 et 800-2 du Code de procédure pénale ou de l'article L.761-1 du Code de la Justice administrative ou par tout texte prévoyant des indemnités de nature équivalente, cette somme lui bénéficie par priorité pour les dépenses restées à sa charge, puis revient à L'Equité - Protection Juridique dans la limite des sommes indemnisées.

6) DÉCHÉANCE DE GARANTIE

L'assuré peut être déchu de son droit à garantie en cas de :

- Refus de fournir des informations se rapportant au litige,
- mauvaise foi des déclarations inexactes sur les faits ou les événements constitutifs du sinistre, ou plus généralement, sur tout élément pouvant servir à la solution du litige,
- emploi ou produit intentionnellement des documents inexacts ou frauduleux,
- régularise une transaction avec la partie adverse sans obtenir préalablement l'accord exprès de L'Équité - Protection Juridique.

7) ARBITRAGE

Conformément aux dispositions de l'article L127-4 du Code des assurances, en cas de désaccord au sujet des mesures à prendre pour régler le litige, objet du sinistre garanti, cette difficulté peut être soumise sur la demande de l'assuré, à l'arbitrage d'un conciliateur désigné d'un commun accord, ou à défaut, par le Président du Tribunal Judiciaire compétent territorialement, statuant selon la procédure accélérée au fond. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de L'Équité - Protection Juridique, sauf lorsque le Président du Tribunal Judiciaire en décide autrement, au regard du caractère abusif de la demande de l'assuré.

Si, contrairement à l'avis de L'Équité - Protection Juridique et celui du conciliateur, l'assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle que L'Équité - Protection Juridique lui a proposée, L'Équité - Protection Juridique peut engager, dans le cadre de la garantie, à prendre en charge les frais de justice et d'avocat que l'assuré aura ainsi exposés, conformément à l'article «Conditions de la garantie» aux paragraphes d) et e).

Toutefois, afin de simplifier la gestion de ce désaccord, L'Équité - Protection Juridique s'engage à sa remettre à l'opinion de la personne règlementairement habilitée à délivrer des conseils juridiques que l'assuré aura sollicitée sur les mesures à prendre pour régler le litige objet du sinistre garanti.

En ce cas, nous prendrons en charge les éventuels honoraires de consultation de ce conseil dans la limite contractuelle du tableau «Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat» pour le poste «Assistance - Médiation Civile».

8) CONFLITS D'INTERETS

Si, lors de la déclaration du sinistre, ou au cours du déroulement des procédures de règlement de ce sinistre, il apparaît entre vous et nous un conflit d'intérêt, notamment lorsque le tiers auquel vous êtes opposé est assuré par nous, vous pourrez vous faire assister par un avocat choisi conformément aux dispositions de l'article « Choix de l'avocat » ou par une personne qualifiée (article L127-5 du Code des assurances).

Vous pourrez également recourir à la procédure d'arbitrage définie à l'article «Arbitrage».

9) A QUI S'ADRESSER

Pour un simple renseignement, contactez le : **SERVICE CONSEILS au 01 58 38 65 66** en précisant **impérativement** votre nom et votre numéro de contrat Protection Juridique figurant aux Dispositions Particulières. L'Équité vous fera alors part de vos droits et obligations, et si nécessaire, de la marche à suivre pour procéder à l'ouverture de votre dossier.

Attention : toute dépense engagée sans l'accord préalable de la Compagnie n'est pas garantie.

En cas de réclamation concernant le traitement de votre dossier vous pouvez écrire à :

L'ÉQUITÉ Protection Juridique - Réclamations
TSA 70100 75309 Paris Cedex 09

L'assureur accusera réception de la demande de l'assuré et y répondra dans les meilleurs délais.

La procédure ci-dessus ne s'applique pas si une juridiction a été saisie du litige que ce soit par l'assuré ou par l'assureur.

TITRE III – EXCLUSIONS

ARTICLE 8 - EXCLUSIONS S'APPLIQUANT A LA GARANTIE DE RESPONSABILITE CIVILE (RISQUE A)

8.1. Exclusions ne dispensant pas l'Assuré de l'obligation d'assurance pour les risques qui sont ainsi exclus et auxquels il lui appartient, sous peine d'encourir les pénalités prévues aux articles L 211-26 et L 211-27 du Code des Assurances, de ne pas s'exposer sans assurance préalable.

Sont exclus :

a) les dommages causés par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre.

b) Les dommages survenus aux cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Cependant, cette exclusion ne s'applique pas aux simples manifestations de loisirs destinées uniquement

à rassembler les participants en un point fixé à l'avance, sans qu'intervienne une quelconque notion de vitesse (rallyes touristiques).

c) les dommages causés par le véhicule assuré, lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, si ces dommages ont été occasionnés ou aggravés du fait desdites matières ; toutefois, il ne sera pas tenu compte, pour l'application de cette exclusion des transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris la quantité de carburant liquide ou gazeux nécessaire à l'approvisionnement du moteur.

8.2. Exclusions n'entraînant pas pour l'Assuré d'infraction à l'obligation d'assurance

Sont exclus :

a) les sinistres survenant lorsque le véhicule assuré n'est pas strictement en conformité avec la carte grise ou de série courante avec le moteur standard du constructeur ou a subi des transformations ou modifications notamment en ce qui concerne sa puissance.

La Compagnie se réserve le droit d'exercer une action en remboursement auprès de l'Assuré.

b) les sinistres survenant lorsque le conducteur du véhicule assuré n'a pas l'âge requis ou ne peut justifier être titulaire du certificat (Permis de Conduire), en état de validité (ni annulé, ni suspendu, ni périmé) exigé par les règlements publics en vigueur, même si le conducteur prend une leçon de conduite ou est assisté d'une personne titulaire du permis régulier. Cependant, cette exclusion ne peut être opposée au conducteur détenteur d'un certificat déclaré à l'assureur lors de la souscription ou du renouvellement du contrat, lorsque le certificat est sans validité pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation autres que celles relatives aux catégories de véhicule portées sur celui-ci n'ont pas été respectées.

En cas de vol, de violence ou d'utilisation du véhicule à l'insu de l'Assuré, la garantie reste acquise à ce dernier, même si les conditions stipulées ci-dessus ne sont pas remplies.

Egalement, cette exclusion n'est pas opposable à l'apprenti conducteur, au volant du véhicule assuré, pendant les leçons de conduite entrant dans le cadre réglementaire de l'apprentissage anticipé de la conduite, lorsque cette extension de garantie est prévue au contrat.

c) les dommages subis :

- par la personne conduisant le véhicule assuré ;

- par une personne salariée ou travaillant pour un employeur, à l'occasion d'un accident de travail.

Toutefois, n'est pas comprise dans cette exclusion la couverture de la réparation complémentaire, prévue à l'article L 455-1-1 du code de la sécurité sociale, pour les dommages consécutifs à un accident défini à l'article L 411-1 du même code, subis par une personne salariée ou travaillant pour un employeur et qui est victime d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule terrestre à moteur conduit par cet employeur, un de ses préposés ou une personne appartenant à la même entreprise que la victime, et survenu sur une voie ouverte à la circulation publique.

d) en cas de vol du véhicule assuré, les dommages subis par les auteurs, coauteurs ou complices du vol ;

e) les dommages causés aux marchandises et objets transportés

f) les dommages atteignant les immeubles, choses ou animaux, loués ou confiés - à n'importe quel titre - au conducteur ; cette exclusion ne s'applique pas aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir du fait des dégâts d'incendie ou d'explosion causés par le véhicule assuré à un immeuble dans lequel il est garé ;

g) les dommages causés intentionnellement par l'Assuré ou - à son instigation - sous réserve des dispositions de l'article L 121-2 du Code des Assurances ;

h) les dommages occasionnés par la guerre étrangère, par la guerre civile, par des émeutes, des mouvements populaires ou par des actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage;

i) les dommages ou l'aggravation des dommages causés :

- par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
- par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

j) les amendes.

8.3. Limitation de garantie à l'égard des personnes transportées

La garantie de la responsabilité civile de l'Assuré à l'égard des personnes transportées dans le véhicule assuré (autres que celles éventuellement exclues en vertu du présent article) n'a d'effet :

a) en ce qui concerne les voitures de tourisme, les voitures de place et les véhicules affectés au transport en commun de personnes, que lorsque les passagers sont transportés à l'intérieur des véhicules ;

b) en ce qui concerne les véhicules utilitaires, que lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- les passagers doivent être, soit à l'intérieur de la cabine, soit sur un plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée ;

- le nombre de passagers, en sus du conducteur, ne doit excéder ni huit personnes au total, ni cinq hors de la cabine (les enfants de moins de 10 ans n'étant comptés que pour moitié).

ARTICLE 9 - EXCLUSIONS S'APPLIQUANT AUX GARANTIES AUTRES QUE CELLES DE LA RESPONSABILITE CIVILE

9.1 Exclusions communes à toutes ces garanties (Risques B, D, E, F, G, I)

La garantie ne s'applique pas :

- aux sinistres occasionnés lorsque le véhicule assuré n'est pas strictement en conformité avec la carte grise ou de série courante avec le moteur standard du constructeur ou a subi des transformations ou modifications notamment en ce qui concerne sa puissance. Dans cette hypothèse, la Compagnie se réserve le droit d'opposer à l'Assuré une déchéance de garantie.
- aux sinistres occasionnés par un tremblement de terre (sans publication d'un arrêté ministériel constatant l'état de catastrophe naturelle) ;
- aux dommages occasionnés par la guerre étrangère et par la guerre civile ;
- aux sinistres causés intentionnellement par l'Assuré ou à son instigation sous réserve des dispositions de l'article L121-2 du Code des Assurances ;
- aux sinistres résultant d'un vice et/ou d'un défaut d'entretien du véhicule imputables à son propriétaire, que le véhicule soit ou non en circulation ;
- aux sinistres résultant de dégradations volontaires (vandalisme) quel qu'en soit l'auteur (cette exclusion ne s'appliquant pas à la garantie des risques B - Dommages Tous Accidents -, F - Incendie-Explosion -, ni à celle du risque D - Bris des glaces -) ;
- aux dommages ou à l'aggravation des dommages causés :
 - pour les véhicules utilitaires, par la surcharge du véhicule assuré par rapport à son poids total autorisé en charge (P.T.A.C) ou à son poids total roulant autorisé (P.T.R.A) ;
 - par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
 - par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ;
 - par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'Assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage.
- au contenu des véhicules, sous réserve de ce qui est stipulé à l'article 5 ci-avant ;
- aux dommages subis par le véhicule assuré lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, si ces dommages ont été occasionnés ou aggravés du fait des dites matières ; toutefois, il ne sera pas tenu compte, pour l'application de cette exclusion, des transports d'huile, d'essences minérales ou de produits similaires, ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris la quantité de carburant liquide ou gazeux nécessaire à l'approvisionnement du moteur ;
- aux dommages survenus aux cours d'épreuves, concentrations, manifestations, courses ou compétitions (ou leurs essais) soumises ou non, par la réglementation en vigueur, à l'autorisation des pouvoirs publics, lorsque l'assuré y participe en qualité de concurrent, de participant, d'organisateur ou de préposé de l'un d'eux ;

Cette exclusion s'applique également pendant la période comprise :

- entre l'enregistrement du participant et le départ,
- entre la fin de la participation à la manifestation, quelle qu'en soit la cause et le retour sur la voie publique dans des conditions normales de circulation,
- entre la fin de la participation jusqu'à la dispersion totale de la concentration et au retour sur la voie publique dans des conditions normales de circulation dans le respect des dispositions du Code de la Route.

Cependant, cette exclusion ne s'applique pas aux simples manifestations de loisirs destinées uniquement à rassembler les participants en un point fixé à l'avance, sans qu'intervienne une quelconque notion de vitesse (rallyes touristiques) ;

- aux dommages survenus au cours de l'utilisation du véhicule sur circuit privé.
- aux dommages indirects, tels que frais de la carte grise, contrôle technique, privation de jouissance et dépréciation, aux frais de garage, de location de véhicule, de devis, de gardiennage...
- aux dommages subis par le véhicule lorsque l'assuré ne peut produire un certificat d'immatriculation conforme à la réglementation en vigueur au moment du sinistre.
- aux dommages causés lorsque le moteur du véhicule assuré est utilisé comme source d'énergie pour effectuer des travaux de quelque nature que ce soit.

9.2 Exclusions spéciales à certains risques :

a) Exclusions s'appliquant aux risques :

E - Vol ;

F - Incendie - Explosion - Tempête ;

La garantie ne s'applique pas :

- aux vols commis ou tentés par les préposés ou les membres de la famille de l'Assuré ou avec leur complicité ;
- aux vols résultant d'un abus de confiance ou d'une escroquerie au sens du Code Pénal, dont serait victime l'Assuré ;

- aux vols commis ou tentés alors que l'Assuré avait laissé les clés de contact et / ou de serrures à l'intérieur ou sur le véhicule assuré - y compris lorsque celui-ci se trouve à l'intérieur de locaux privés (entièrement clos, couverts et fermés à clé) - sauf en cas de violences corporelles exercées sur le conducteur ou d'effraction desdits locaux.

En ce qui concerne la garantie des dommages causés par l'électricité, sont exclus :

- les dommages subis par les accessoires, sauf si leur garantie contre l'incendie est prévue aux Dispositions Particulières ;
- les dommages subis par les batteries d'accumulateurs, lampes, fusibles et résistances chauffantes, tubes électriques et cristaux semi-conducteurs équipant notamment, les appareils radio de bord et les autres appareils électroniques montés sur le véhicule, ainsi que ceux dus à l'usure, au bris de machine, à un dysfonctionnement mécanique quelconque de l'objet sinistré ou à un défaut d'entretien.
- les dommages à l'appareillage électrique contenu dans la caravane ou le camping-car.

b) Exclusions s'appliquant aux risques :

B - Dommages subis par le véhicule (Accidents avec ou sans collision) ;

D - Bris des glaces ;

G - Défense Pénale et Recours Suite à un Accident ;

I - Individuelle Conducteur.

- L'exclusion « permis de conduire » prévue à l'article 8.2.b) ci-avant est applicable aux risques B, D, G et I. Permis de conduire international ou étranger :

A l'expiration d'une durée d'un an à compter de la date d'établissement du premier titre de séjour sur le territoire français, les garanties cesseront d'être acquises - quelle que soit la durée du contrat - si l'Assuré n'a pas fait changer son permis de conduire international ou étranger contre un permis délivré par les autorités françaises et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Pour les ressortissants de l'Union Européenne, la validité de leur permis est régie par la réglementation communautaire en vigueur.

- Sont en outre exclus de la garantie, les dommages survenant à l'occasion d'un délit de fuite ou lorsque le conducteur du véhicule assuré, se trouvait, au moment du sinistre, même en l'absence de tout signe d'ivresse manifeste, sous l'empire d'un état alcoolique tel que défini par la réglementation en vigueur au moment du sinistre, - y compris lorsqu'il refuse de se soumettre aux vérifications des autorités compétentes ou, sous l'emprise de stupéfiants, drogues ou tranquillisants non prescrits médicalement conformément à la réglementation en vigueur.

Cette exclusion est également applicable lorsque l'Assuré accompagne un élève conducteur dans le cadre de l'enseignement de la conduite ou de la conduite accompagnée.

Toutefois, elle n'est pas applicable s'il est établi que le sinistre est sans relation avec l'état du conducteur ou de l'accompagnateur.

ARTICLE 10 - SANCTIONS INTERNATIONALES

L'Assureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en oeuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois et/ou règlements édictés par l'Union européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique ou par tout autre droit national applicable au présent contrat prévoyant de telles mesures.

TITRE IV – FORMATION ET DUREE DU CONTRAT

ARTICLE 11 - DATE D'EFFET

Le présent contrat n'est valable qu'après signature de ses Dispositions Particulières par les parties ; la Compagnie pourra en poursuivre dès ce moment l'exécution. Mais, il ne produira ses effets qu'à partir du lendemain à midi du jour de l'encaissement effectif de la première prime, dont la date d'exigibilité est indiquée aux Dispositions Particulières. Il en sera de même pour tout avenant au contrat.

Cette disposition ne fait pas obstacle à la délivrance - sous réserve de l'encaissement effectif d'un acompte à valoir sur la première prime - d'une Note de Couverture immédiate (attestation de garantie provisoire) dont la durée ne peut excéder un mois.

ARTICLE 12 - DUREE DU CONTRAT - TACITE RECONDUCTION

Le présent contrat est conclu pour la durée indiquée aux Dispositions Particulières. Sauf convention contraire, à son expiration, il sera reconduit tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, notifiée selon les modalités prévues à l'article 13.

ARTICLE 13 - RESILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale, dans les cas et conditions fixés ci-après :

a) par le Souscripteur ou par la Compagnie :

- chaque année à sa date d'échéance anniversaire, moyennant préavis de deux mois au moins (article L113-12 du Code des Assurances);
- en cas d'aliénation du véhicule (article L 121-11 du Code des Assurances) ;
- en cas de survenance d'un des événements prévus par l'article L 113-16 du Code des Assurances (changement de domicile, changement de situation matrimoniale, changement de régime matrimonial, changement de profession, retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle) lorsque le contrat a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure, qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle.

La demande de résiliation intervient dans les **trois mois** qui suivent la date de l'événement et prend effet un mois après notification à l'autre partie.

b) par l'héritier ou par la Compagnie :

- en cas de transfert de propriété du véhicule assuré, par suite de décès (article L 121-10 du Code des Assurances).

c) par la Compagnie :

- en cas de non-paiement des primes (article L 113-3 du Code des Assurances) ;
- en cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code des Assurances) ;
- en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours du contrat (article L 113-9 du Code des Assurances) ;
- après sinistre (articles R 113-10 et A 211-1-2 du Code des Assurances), le Souscripteur ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de la Compagnie, dans le **délaï d'un mois** à compter de la notification de cette résiliation; la résiliation par la Compagnie prendra effet **un mois** après sa notification au Souscripteur ;

Article A 211-1-2 : Résiliation après sinistre - Conditions. créé par l'article 2 de l'arrêté du 9 juin 1983 (JO du 14 juin 1983). Modifié par l'article 2, 4^e de l'arrêté du 19 juillet 2007 (JO du 21 juillet 2007).

Le contrat peut être résilié, après sinistre, par l'Assureur, avant sa date d'expiration normale, si le sinistre a été causé par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de stupéfiants ou si le sinistre a été causé par infraction du conducteur au Code de la route entraînant une décision judiciaire ou administrative de suspension du permis de conduire d'au moins un mois, ou une décision d'annulation de ce permis.

Le souscripteur peut alors résilier, dans le délai d'un mois à compter de la notification de cette résiliation, les autres contrats souscrits par lui auprès de l'Assureur. En cas de résiliation à l'échéance ou de dénonciation de la tacite reconduction par l'Assureur, le délai de préavis est fixé, pour l'Assureur, à deux mois (1).

(1) Article 3 de l'arrêté du 9 juin 1983 : "Cette clause est applicable aux contrats en cours, nonobstant toutes dispositions contraires ; elle exclut toute autre disposition ayant pour effet de mettre fin à la garantie de la responsabilité civile obligatoire après sinistre".

d) par le Souscripteur :

- en cas de diminution du risque, si la Compagnie refuse de réduire la prime en conséquence (article L 113-4 du Code des Assurances) ; la résiliation prendra effet **30 jours** après la dénonciation ;
- en cas de résiliation, par la Compagnie, d'un autre contrat après sinistre (article R 113-10 du Code des Assurances) ;
- en cas d'augmentation de la prime du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article 20.2 ci-après.

e) par le nouvel assureur :

- à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la première souscription, sans frais ni pénalités.

La résiliation prend effet un mois après que la Compagnie ait a reçu notification par le nouvel assureur (Articles L113-15-2, R113-11 et R 113-12 du Code des Assurances).

f) par l'administrateur ou le liquidateur :

- en cas de procédure collective du Souscripteur selon les conditions réglementaires

g) de plein droit :

- en cas de retrait total de l'agrément de la Compagnie (article L 326-12 du Code des Assurances) ;
- en cas de réquisition de propriété du véhicule assuré (articles L 160-6 et L 160-8 du Code des Assurances) ;
- en cas de perte totale du véhicule assuré, résultant d'un événement non garanti (article L 121-9 du Code des Assurances) ;
- en cas de perte totale du véhicule assuré, résultant d'un événement garanti ;
- en cas d'aliénation (cession) du véhicule assuré (dans les cas et conditions prévus au deuxième alinéa de l'article L 121-11 du Code des Assurances) ;

Dans tous les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la fraction de cette période, postérieure à la résiliation, n'est pas acquise à la Compagnie ; elle doit être remboursée au Souscripteur si elle a été perçue d'avance.

Toutefois, si la résiliation résulte du non paiement des primes, la Compagnie a droit à ladite portion de prime à titre d'indemnité.

En cas de résiliation de plein droit suite à la perte totale du véhicule assuré résultant d'un événement garanti, la fraction de prime correspondant à la garantie qui s'est exercée reste acquise à la Compagnie. Par contre, la fraction de prime correspondant aux garanties non mises en jeu par le sinistre donnera lieu à remboursement pour la période postérieure à la résiliation.

Lorsque le Souscripteur a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire, à son choix, conformément à l'article L113-14 :

- par lettre simple ou recommandée, ou tout autre support durable;
- par déclaration faite contre récépissé, au Siège Social ou chez le représentant désigné aux Dispositions Particulières;
- par acte extrajudiciaire.

La résiliation par la Compagnie doit être notifiée, soit par lettre recommandée adressée au Souscripteur, soit par acte extra-judiciaire, à son dernier domicile connu.

Pour un envoi recommandé, la résiliation prend effet au plus tôt à partir de la date et de l'heure figurant sur le cachet de la poste, que la résiliation émane du Souscripteur ou de la Compagnie.

Pour tout autre moyen, la résiliation prend effet au plus tôt, le lendemain 0h de la date de réception dans nos locaux.

ARTICLE 14 - DÉMARCHAGE EN ASSURANCES : FACULTÉ DE RENONCIATION **(Article L 112-9 du Code des Assurances)**

Conformément à l'article L 112-9 du Code des Assurances :

Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalité.

La lettre recommandée avec demande d'avis de réception - un modèle est joint - doit être adressée à l'assureur conseil dont dépend le contrat ou au siège social de la Compagnie.

Toute lettre recommandée adressée à une entité juridique autre sera dépourvue de tout effet.

Modèle de lettre

Adresse où envoyer la renonciation par lettre recommandée

Coordonnées du Souscripteur

Nom Prénom : _____

Adresse : _____

Commune : _____

Code Postal : _____

Contrat d'assurance n°

Date de souscription jj/mm/aaaa

Montant de la prime réglée _____ €

date de règlement de la prime : jj/mm/aaaa

Mode de règlement de la prime :

le jj/mm/aaaa

Madame, Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'**Article L.112-9 du Code des assurances**, j'entends par la présente renoncer à la police d'assurance n° _____ que j'ai souscrite en date de jj/mm/aaaa.

Je souhaite donc que le contrat précité soit résilié à compter de la date de réception de la présente.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma respectueuse considération.

Signature

ARTICLE 15 - TRANSFERT DE PROPRIETE DU VEHICULE ASSURE

En cas de décès du propriétaire du véhicule assuré, l'assurance est transférée de plein droit à l'héritier du véhicule, et ce, dans les conditions prévues par l'article L 121-10 du Code des Assurances.

En cas d'aliénation (cession) du véhicule assuré, le contrat est résilié dans les conditions prévues à l'article L 121-11 du Code des Assurances.

Le Souscripteur doit informer la Compagnie par lettre recommandée de la date d'aliénation (cession) du véhicule assuré, **la Compagnie se réservant le droit de vérifier la réalité de cette aliénation.**

ARTICLE 16 - SUSPENSION DES EFFETS DU CONTRAT

La suspension a pour conséquence de mettre provisoirement fin, non pas au contrat qui continue d'exister, mais à ses effets ; toute prime échue avant la date de la suspension reste donc exigible.

Deux cas de suspension, ayant leurs propres règles, sont prévus au présent contrat :

- en cas de non paiement de la prime (article 20 ci-après) ;

- en cas de réquisition du véhicule assuré (articles L 160-7 et L 160-8 du Code des Assurances).

Outre ces cas, la Compagnie peut accepter, **sur demande expresse et justifiée du Souscripteur**, de suspendre le contrat pour des motifs à caractères exceptionnels, sous réserve que cette suspension soit d'une durée supérieure à **trois mois consécutifs**.

En cas de suspension à caractère exceptionnel, la Compagnie ne procède à aucun remboursement de prime.

Toutefois, lors de la remise en vigueur du contrat, il sera tenu compte à l'Assuré de la fraction de prime correspondant au temps écoulé entre la date de suspension et la date de remise en vigueur. Si le contrat n'était pas remis en vigueur ou s'il n'était pas résilié - soit par l'Assuré, soit par la Compagnie - dans un délai de deux ans, à compter de la date de suspension, **la résiliation interviendrait de plein droit à l'expiration de ce délai sans aucun remboursement de prime.**

ARTICLE 17 - RESTITUTION DES DOCUMENTS D'ASSURANCE

En cas d'aliénation (cession) du véhicule assuré et dans tous les cas de résiliation de plein droit du contrat d'assurance, de suspension ou de nullité, l'Assuré est tenu de restituer à l'Assureur les documents d'assurance (carte verte et certificat d'assurance) qui lui ont été remis.

ARTICLE 18 – CLAUSE DE REDUCTION – MAJORATION (Article A 121-1 du Code des Assurances)

18.1. Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la prime due par l'Assuré est déterminée en multipliant le montant de la prime de référence, telle qu'elle est définie à l'article 18.2., pour un coefficient dit "coefficient de réduction-majoration", fixé conformément aux articles 18.4. et 18.5. suivants.

Le coefficient d'origine est de 1.

18.2. La prime de référence est la prime établie par l'Assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'Assuré et figurant au tarif communiqué par l'Assureur au ministre de l'économie et des finances dans les conditions prévues à l'article R 310-6 du Code des Assurances. Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socioprofessionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule, ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurances.

Cette prime de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'article A 121-1-2 du Code des Assurances. En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette prime de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'article A 121-1-1 du Code des Assurances ainsi que les réductions éventuelles mentionnées à l'article A 335-9-3.

18.3. La prime sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la prime de référence définie à l'article précédent, pour la garantie des risques de responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris des glaces et de catastrophes naturelles.

18.4. Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 %, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut (1) ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage «Tournées» ou «Tous déplacements», la réduction est égale à 7 %.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50.

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins trois ans au cours de laquelle le coefficient de réduction majoration a été égal à 0,50.

(1) Exemple : Après la première période annuelle, le coefficient est de 0,95. Après la deuxième période annuelle, le coefficient est de 0,9025, arrêté et arrondi à 0,90. Après la sixième période annuelle, le coefficient est de 0,722, arrêté et arrondi à 0,72. Après la douzième période annuelle, le coefficient est de 0,513, arrêté et arrondi à 0,51.

18.5. Un sinistre survenu au cours de la période annuelle d'assurance majeure le coefficient de 25 % ; un second sinistre majeure le coefficient obtenu de 25 %, et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire. Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale (2) et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage «Tournées» ou «Tous déplacements», la majoration est égale à 20 % par sinistre.

La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée, notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste. En aucun cas le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

(2) Exemple : Après le premier sinistre, le coefficient est de 1,25. Après le deuxième sinistre, le coefficient est de 1,5625, arrêté et arrondi à 1,56.

18.6. Ne sont pas à prendre en considération, pour l'application d'une majoration, les sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation lorsque :

1° - l'auteur de l'accident conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci ;

2° - la cause de l'accident est un événement non imputable à l'assuré, ayant les caractéristiques de la force majeure ;

3° - la cause de l'accident est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

18.7. Le sinistre survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'Assuré n'est engagée à aucun titre, ou le sinistre mettant en jeu uniquement l'une des garanties suivantes: vol, incendie, bris des glaces, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue à l'article 18.5. et ne fait pas obstacle à la réduction visée à l'article 18.4.

18.8. Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la prime peut être opérée soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation.

Aucune rectification de prime ne sera, toutefois, effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de deux ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

18.9. La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat. Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente reste acquis à l'Assuré mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à trois mois. Par exception aux dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre neuf et douze mois.

18.10. Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires. Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux Dispositions Particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

18.11. Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre Assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première prime est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné à l'article 18.12. ci-dessous, et des déclarations complémentaires de l'Assuré.

18.12. L'Assureur délivre au Souscripteur un relevé d'informations lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter d'une demande expresse du Souscripteur.

Ce relevé comporte notamment les indications suivantes :

- date de souscription du contrat ;
- numéro d'immatriculation du véhicule ;
- nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du permis de conduire du Souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat ;
- nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue ;
- le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle ;
- la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

18.13. Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel Assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'Assureur du contrat qui le garantissait précédemment, au Souscripteur de ce contrat.

18.14. L'Assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance de prime remis à l'Assuré :

- le montant de la prime de référence ;
- le coefficient de réduction-majoration prévu à l'article A 121-1 du Code des Assurances ;
- la prime nette après application de ce coefficient ;
- la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'article A 121-1-1 du Code des Assurances ;
- la ou les réductions éventuellement appliquées conformément à l'article A 121-1-2 du Code des Assurances.

TITRE V – OBLIGATIONS DU SOUSCRIPTEUR

ARTICLE 19 - DECLARATIONS CONCERNANT LE RISQUE ET SES MODIFICATIONS

Le Souscripteur ou, le cas échéant, l'Assuré non-Souscripteur est obligé :

- a) de répondre exactement aux questions posées par l'Assureur, notamment dans le formulaire de déclaration du risque par lequel l'Assureur l'interroge lors de la conclusion du contrat, sur les circonstances qui sont de nature à lui faire apprécier les risques qu'il prend en charge.
- b) de déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'Assureur, notamment dans le formulaire mentionné au paragraphe a) ci-dessus.

Le Souscripteur, ou le cas échéant, l'Assuré non Souscripteur doit, par lettre recommandée, déclarer ces circonstances à l'Assureur dans un délai de **quinze jours** à partir du moment où il en a eu connaissance.

19.1. AGGRAVATION DU RISQUE

En cas d'aggravation du risque en cours de contrat, telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat, l'Assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'Assureur a la faculté soit de dénoncer le contrat, soit de proposer un nouveau montant de prime.

Dans le premier cas, la résiliation ne peut prendre effet que **dix jours** après notification et l'Assureur doit alors rembourser à l'Assuré la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru. Dans le second cas, si l'Assuré ne donne pas suite à la proposition de l'Assureur, ou s'il refuse expressément le nouveau montant, dans le délai de **trente jours** à compter de la proposition, l'Assureur peut résilier le contrat au terme de ce délai, à condition d'avoir informé l'Assuré de cette faculté, en la faisant figurer en caractères apparents dans la lettre de proposition.

Toutefois, l'Assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant, après un sinistre, une indemnité.

19.2. DIMINUTION DE RISQUE

L'Assuré a droit, en cas de diminution du risque en cours de contrat à une diminution du montant de la prime. Si l'Assureur n'y consent pas, l'Assuré peut dénoncer le contrat. La résiliation prend alors effet **trente jours** après la dénonciation ; L'Assureur doit alors rembourser à l'Assuré la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

19.3. CONTRAT A EFFET DIFFERE

Le Souscripteur, ou le cas échéant, l'Assuré non Souscripteur doit déclarer à la Compagnie, par lettre recommandée, tous les changements à ses réponses dans le formulaire de déclaration du risque visé à l'article 19 ci-dessus, intervenant entre la date de souscription du contrat et sa date de prise d'effet. Il s'engage à régler le supplément de prime qui pourrait en résulter.

Sanctions

Toute réticence ou déclaration intentionnellement fautive, toute omission ou déclaration inexacte, par le Souscripteur ou, le cas échéant, par l'Assuré non Souscripteur, de circonstances du risque connues de lui, permet d'opposer les dispositions prévues (suivant le cas), aux articles L 113-8 et L 113-9 du Code des Assurances.

19.4. AUTRE ASSURANCE

Si les risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le Souscripteur doit le déclarer **immédiatement** à la Compagnie par lettre recommandée. Conformément à l'article L 121-4 du Code des Assurances, l'Assuré, en cas de sinistre, pourra s'adresser à l'assureur de son choix.

Les dispositions du présent article ne peuvent avoir pour effet d'accorder à l'Assuré non Souscripteur des droits plus étendus que ceux que le Souscripteur lui-même tient du contrat.

ARTICLE 20 - PAIEMENT DES PRIMES

Le Souscripteur doit payer chaque prime à son échéance, au Siège de la Compagnie ou au domicile du mandataire désigné par elle à cet effet (article L 113 - 3 du Code des Assurances).

La prime, les accessoires et tous impôts et taxes existants ou pouvant être établis sur la prime sont payables annuellement et d'avance par le Souscripteur.

Lorsque la Compagnie accepte le paiement fractionné de la prime, il est formellement convenu que la prime de l'année entière d'assurance ou ce qui en reste dû, deviendra immédiatement exigible en cas de sinistre ou de non paiement d'une fraction de prime.

A défaut de paiement de la première prime ou d'une prime suivante (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la Compagnie - indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice et de réclamer des frais de poursuite et de recouvrement - peut, par lettre recommandée valant mise en demeure, adressée au Souscripteur à son dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre.

Les coûts d'établissement et d'envoi de la mise en demeure sont à la charge du Souscripteur.

La Compagnie a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus.

La notification de la résiliation par la Compagnie peut être faite au Souscripteur, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

La portion de cotisation afférente à la période postérieure à la date d'effet de la résiliation demeure acquise à la Compagnie à titre de dommages et intérêts.

Cette suspension et cette résiliation ne vous dispenseront pas du paiement de la cotisation dont vous êtes redevable, ni de celui des frais de mise en demeure et des intérêts moratoires au taux légal dus à compter de la date d'expédition de la lettre de mise en demeure initiale.

20.1. PRELEVEMENT DES PRIMES PAR LA COMPAGNIE

Si les primes du présent contrat sont prélevées, il est convenu que la Compagnie cessera ce prélèvement dès qu'une prime restera impayée et qu'elle présentera à l'Assuré, par les voies normales, un avis d'échéance portant sur la période allant de la date d'échéance de cette prime impayée jusqu'à la plus prochaine échéance anniversaire.

Elle appliquera ensuite les dispositions ci-dessus pour la prime correspondant à cet avis d'échéance. Enfin, le mode de paiement annuel sera prévu d'office pour les primes ultérieures.

20.2. MODIFICATION DU TARIF D'ASSURANCE AUTRE QUE CELLE RESULTANT DE LA CLAUSE DE REDUCTION MAJORATION (BONUS / MALUS)

Si pour des raisons de caractère technique, la Compagnie est amenée à modifier son tarif d'assurance automobile, elle aura la faculté de modifier en conséquence, à compter de la prochaine échéance anniversaire, la prime du présent contrat.

En cas de majoration de la prime, le Souscripteur aura alors le droit de résilier le contrat à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou chez le représentant de la Compagnie dans la localité, soit par lettre recommandée ou par e-mail, soit par acte extra-judiciaire et ce, dans les **trente jours** qui suivent celui où il aura eu connaissance de la modification.

Cette résiliation prendra effet **un mois** après la notification du Souscripteur et la Compagnie aura droit à la fraction de prime, calculée sur les anciennes bases, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date d'effet de résiliation.

A défaut de cette résiliation, la nouvelle prime sera considérée comme acceptée par le Souscripteur.

ARTICLE 21 - OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

a) Délai de déclaration

Sous peine de déchéance, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'Assuré doit, dans les cinq jours ouvrés de la date à laquelle il a eu connaissance d'un sinistre affectant l'une des garanties accordées par le présent contrat, en faire par écrit ou verbalement contre récépissé, la déclaration au Siège de la Compagnie ou chez le représentant de la Compagnie indiqué aux Dispositions Particulières. Ce délai est porté à dix jours pour la garantie des Catastrophes Naturelles suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant cet état.

S'il s'agit d'un vol, sous peine de la même sanction, ce délai est réduit à deux jours ouvrés.

La déchéance pour déclaration tardive ne pourra toutefois être opposée à l'Assuré que si la Compagnie établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

b) Autres obligations

L'Assuré doit en outre :

- indiquer à la Compagnie les nom et adresse de la personne qui conduisait le véhicule assuré au moment du sinistre, ceux des lésés et ceux des témoins, s'il y en a, ainsi que tous renseignements sur les causes, circonstances et conséquences connues ou présumées du sinistre ;

- transmettre à la Compagnie, pour qu'elle puisse y répondre en temps utile, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure, qui lui seraient signifiés à quelque requête que ce soit ;

- en cas de Dommages subis par le véhicule assuré :

• faire connaître à la Compagnie l'endroit où ces dommages peuvent être constatés, les réparations dont le montant global excède **650 EUR hors TVA** ne pouvant être entreprises qu'après vérification par la Compagnie (cette vérification devant être effectuée dans un délai maximum de **dix jours** à compter de celui où la Compagnie a eu connaissance du sinistre) ;

• adresser à la Compagnie une attestation sur l'honneur de non alcoolémie et de non emprise de stupéfiants, drogues, tranquillisants ou médicaments non prescrits, signée du conducteur ;

• adresser à la Compagnie la justification des dépenses engagées, selon facture acquittée ;

- les faire constater à l'égard du transporteur ou des tiers, par tous moyens légaux, lorsqu'ils sont survenus en cours de transport maritime, fluvial ou aérien ;
- déposer plainte auprès des autorités de police en cas de dégradations volontaires (actes de vandalisme) et en adresser l'original à la Compagnie.
- **en cas de vol du véhicule assuré, et/ou de ses éléments, et/ou de son contenu, et/ou de ses accessoires :**
- aviser immédiatement les autorités locales de police et faire opposition à la préfecture qui a délivré le récépissé de déclaration de mise en circulation du véhicule, déposer une plainte dans tous les cas et, en cas de récupération, en aviser la Compagnie dans **les huit jours**,
- adresser à la Compagnie les pièces suivantes **passé un délai de 30 jours à dater du sinistre** : original du dépôt de plainte, carte grise originale (ou attestation de vol ou de perte), clés, facture d'achat et justificatif de financement, certificat de non gage, certificat de cession, état descriptif du véhicule, justificatif de protection antivol.
- adresser à la Compagnie la justification des dépenses engagées, selon facture acquittée ;

Faute par l'Assuré de remplir tout ou partie des obligations prévues au paragraphe b) ci-dessus (sauf cas fortuit ou de force majeure), la Compagnie sera fondée à réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que cette inexécution lui aura causé.

En cas de fausses déclarations faites sciemment par l'Assuré sur la date, la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre, l'Assuré sera déchu de son droit à la garantie pour ce sinistre.

L'Assuré qui emploie ou produit intentionnellement des documents inexacts ou frauduleux sera déchu de tout droit à garantie pour le sinistre dont il s'agit.

LIBRE CHOIX DU REPARATEUR

Conformément à la législation en vigueur, l'Assuré dispose de la liberté de choisir son réparateur professionnel.

ARTICLE 22 - SAUVEGARDE DES DROITS DE LA COMPAGNIE – SUBROGATION

22.1 DOMMAGES CAUSÉS AUX TIERS

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de la Compagnie ne lui seront opposables.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel, ni le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir moral d'accomplir.

22.2 SUBROGATION

La Compagnie est subrogée, conformément à l'article L 121-12 du Code des Assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par elle, dans les droits et actions de l'Assuré contre les tiers responsables du dommage, ainsi que contre le conducteur responsable du sinistre, lorsque la garde ou la conduite a été obtenue contre le gré du propriétaire ou du locataire du véhicule assuré.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'Assuré, s'opérer en faveur de la Compagnie, celle-ci est déchargée de ses obligations envers l'Assuré, dans la mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

TITRE VI – OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE

ARTICLE 23 - MONTANT DE LA GARANTIE

Pour chacun des risques assurés, les montants de la garantie par sinistre et des franchises éventuelles sont fixés aux présentes Dispositions Générales, aux Dispositions Particulières ou dans les clauses annexées au présent contrat dont les numéros figurent aux Dispositions Particulières.

a) Dispositions spéciales à la garantie de Responsabilité Civile

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viendront pas en déduction du montant de la garantie.

Toutefois, en cas de condamnation supérieure à la limite de garantie, ces frais seront supportés par la Compagnie et par l'Assuré, dans la proportion de leur part respective dans la condamnation.

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants-droit :

1° les franchises prévues aux Dispositions Particulières ;

2° les déchéances, à l'exception de la suspension régulière de la garantie pour non paiement de prime ;

3° la réduction de l'indemnité, prévue par l'article L 113-9 du Code des Assurances dans le cas de déclaration inexacte ou incomplète du risque ;

4° les exclusions de garantie prévues à l'article R 211-11 du Code des Assurances (article 8.1 ci-avant) ainsi que les exclusions prévues à l'article R 211-10 du-dit Code (articles 8.2 a et 8.3 ci-avant).

Dans les cas précités, la Compagnie conservera la faculté d'exercer, contre l'Assuré responsable, une action de remboursement de toutes les sommes qu'elle aura ainsi payées ou mises en réserve à sa place conformément à l'article R 211-13 du Code des Assurances.

En cas d'insuffisance du montant de la garantie, la part de l'indemnité restant à la charge de l'Assuré pourra être réglée dans les conditions prévues par les articles R 421-4, R 421-5, R 421-6, R 421-11 et R 421-12 du Code des Assurances, l'Assuré demeurant exposé à toutes actions récursoires, tendant au remboursement des sommes ainsi payées.

Si l'indemnité allouée à une victime ou à ses ayants-droit consiste en une rente, et si une acquisition de titre est ordonnée pour sûreté de son paiement, la Compagnie emploie, à la constitution de cette garantie, la partie disponible de la somme assurée. Si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de la Compagnie.

Si aucune garantie spéciale n'est ordonnée par une décision judiciaire, la valeur de la rente en capital sera calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la provision mathématique de cette rente.

OFFRE D'INDEMNITES

Conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 5 juillet 1985, l'Assureur, lorsqu'il invoque une exception de garantie légale ou contractuelle, est tenu de satisfaire aux prescriptions des articles 12 à 20 de cette même loi pour le compte de qui il appartiendra.

b) Dispositions spéciales aux garanties des dommages subis par le véhicule assuré

L'indemnité est déterminée sur la base du montant des dommages, déduction faite :

- du montant des franchises éventuellement indiquées aux Dispositions Particulières
- de la valeur d'épave, lorsque le véhicule - déclaré économiquement irréparable par voie d'expertise est conservé par son propriétaire, sauf en cas de réparation.
- des éventuelles vétustés chiffrées par l'expert.

Le montant des dommages correspond :

- à la valeur de remplacement du véhicule à dire d'expert, au jour du sinistre, dans la limite de la valeur déclarée aux Dispositions Particulières, si le véhicule est déclaré économiquement irréparable ou volé et non retrouvé.
- au coût de la réparation ou du remplacement des pièces détériorées ou volées, dans la limite de la valeur de remplacement du véhicule à dire d'expert et plafonnée à la valeur déclarée aux Dispositions Particulières, s'il s'agit de dommages partiels.

CAS DES VEHICULES MIS EN CIRCULATION DEPUIS MOINS DE 12 MOIS

Si le montant des réparations dépasse au jour du sinistre la valeur de remplacement du véhicule assuré ou si le véhicule est déclaré en perte totale, il est convenu, pour les véhicules ayant au plus 12 mois d'ancienneté suivant leur date de première mise en circulation, que l'Assuré percevra, indépendamment de la valeur de remplacement à dire d'expert de son véhicule, une indemnité complémentaire correspondant à la différence entre le **prix d'acquisition** de son véhicule et ladite valeur de remplacement à dire d'expert.

De l'indemnité totale (valeur de remplacement à dire d'expert + indemnité complémentaire) seront déduites la valeur de l'épave fixée par l'expert ainsi que les franchises éventuellement stipulées aux Dispositions Particulières, si l'assuré conserve son véhicule.

L'Assuré s'engage à fournir à la Compagnie l'original de la facture d'achat acquittée de son véhicule.

Sont exclus du champ d'application de la présente clause les véhicules pris en location (location longue durée ou location avec option d'achat) ou en crédit-bail (leasing).

CAS DES VEHICULES ACQUIS EN CREDIT-BAIL (LEASING) OU PRIS EN LOCATION (L.O.A. OU L.L.D.) :

En cas de perte totale ou de vol du véhicule assuré :

- les dommages sont toujours estimés hors T.V.A. ; l'indemnisation est affectée par priorité au règlement de la créance restant due à l'organisme créancier qui est propriétaire du véhicule ;
- si l'Assuré ne récupère pas la T.V.A. et s'il est redevable à l'égard de l'organisme de crédit-bail d'une somme supérieure à l'indemnité que la Compagnie a payée, celle-ci lui verse une indemnité complémentaire correspondant à la T.V.A., dans la limite de la valeur de remplacement à dire d'expert TTC ;
- si l'Assuré ne récupère pas la T.V.A. et que la créance due à l'organisme financier dans le cadre des garanties accordées par le présent contrat est inférieure à l'indemnité susceptible d'être versée par la Compagnie, celle-ci garantit à l'assuré le versement du complément d'indemnité augmentée de la TVA. Toutefois, l'indemnisation globale due par la Compagnie tiendra compte des limitations éventuelles de garantie prévues par le présent contrat, **et ce, déduction faite dans tous les cas des franchises éventuellement indiquées aux Dispositions Particulières et de la valeur de l'épave.**

CAS DES BATTERIES DES VEHICULES ELECTRIQUES PRISES EN LOCATION : En cas de sinistre conduisant à la destruction totale de la batterie ou à sa disparition, l'indemnité sera versée au loueur de la batterie. Cette indemnité sera déterminée dans les limites et conditions de dégressivité prévues par le contrat de location de l'assuré. Cette indemnité ne pourra toutefois excéder la valeur constatée sur le marché à la date du sinistre d'une batterie neuve équivalente.

ARTICLE 24 – PROCEDURE ET EXPERTISE CONTRADICTOIRE

24.1 PROCÉDURE LIÉE À LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ CIVILE

En cas d'action portée devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives et dirigée contre l'Assuré, la Compagnie assure sa défense et dirige le procès.

En cas d'action portée devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, la Compagnie se réserve la faculté de diriger la défense ou de s'y associer.

En ce qui concerne les voies de recours :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, la Compagnie en a le libre exercice ;
- devant les juridictions pénales, la Compagnie pourra, avec l'accord de son Assuré et en son nom, exercer toutes voies de recours. Si le litige ne concerne plus que des intérêts civils, le refus par l'Assuré de donner son accord pour l'exercice de la voie de recours envisagée par la Compagnie, autorisera celle-ci à lui réclamer une indemnité proportionnée au préjudice qu'elle a subi.

24.2 EXPERTISE CONTRADICTOIRE LIÉE AUX GARANTIES DES DOMMAGES SUBIS PAR LE VÉHICULE ASSURÉ

En cas de contestation portant sur le montant de l'indemnité due, au titre de l'article 5 du présent contrat, chaque partie nomme un expert.

Si les experts ainsi nommés ne peuvent se mettre d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou faute par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination en est faite par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu où le sinistre s'est produit. Cette désignation est faite sur simple requête signée des deux parties ou de l'une d'elles seulement, l'autre ayant été avertie par lettre recommandée.

Chaque partie supporte les honoraires et les frais de nomination de son expert ainsi que la moitié des honoraires et des frais de nomination du tiers expert.

Une fois l'expertise terminée, la récupération du véhicule ou la vente de l'épave est à la charge de l'Assuré.

ARTICLE 25 - DELAIS DE REGLEMENT

Le règlement de l'indemnité sera effectué dans le délai de **huit jours** à compter de la date de l'accord des parties ou de la décision judiciaire exécutoire.

Concernant les sinistres de “**Catastrophes Naturelles**” et “**Catastrophes Technologiques**”, nous vous verserons l'indemnité due dans un délai de 3 mois à compter de la date de remise par vous de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel, lorsque celle-ci est postérieure.

En cas de catastrophe technologique

Nous réglons l'indemnité due dans un délai de trois mois à compter de la dernière des deux dates suivantes

- de la date à laquelle vous nous avez remis l'état estimatif des dommages causés à votre véhicule ;
- ou de la date de publication de la décision administrative constatant l'état de catastrophe technologique.

À défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité, qui vous est due, porte à l'expiration de ce délai, intérêt au taux légal.

Si une prime ou portion de prime échue antérieurement au sinistre est impayée, son montant sera imputé sur l'indemnité due à l'Assuré.

Toutefois, **en cas de vol du véhicule assuré**, le règlement ne pourra être exigé par l'Assuré **qu'après un délai de trente jours à dater du sinistre**, délai au cours duquel la Compagnie s'engage à présenter une offre d'indemnité à l'Assuré qui devra lui communiquer *tous* les éléments nécessaires à la détermination de cette indemnité **conformément à l'article 21 ci-avant**.

Après accord de l'Assuré sur cette offre, le règlement de l'indemnité devra intervenir au plus tard **quarante-cinq jours après la date de la déclaration du sinistre vol du véhicule assuré sous réserve que l'Assuré adresse, à la Compagnie, une attestation de non découverte du véhicule émanant des autorités de police**.

L'Assuré s'engage à reprendre le véhicule volé qui serait retrouvé dans le délai de **trente jours** ci-dessus, la Compagnie étant tenue seulement à concurrence des dommages et des frais garantis. Si le véhicule volé est récupéré ultérieurement, l'Assuré aura, dans les **trente jours** suivant celui où il aura eu connaissance de cette récupération, la faculté d'en reprendre possession moyennant le remboursement de l'indemnité versée par la Compagnie, sous déduction d'une somme correspondant aux dommages et aux frais garantis estimés par expertise à la date de la récupération.

TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 26 - LOI APPLICABLE – TRIBUNAUX COMPÉTENTS – LANGUE UTILISÉE

Les relations précontractuelles et contractuelles sont régies par la loi Française.

Toute action judiciaire relative au présent contrat sera de la seule compétence des Tribunaux Français.

La langue utilisée dans le cadre des relations contractuelles et précontractuelles est la langue Française.

ARTICLE 27 - PRESCRIPTION

Conformément aux dispositions des articles L 114-1, L 114-2 et L 114-3 du Code des assurances :

Article L 114-1 : Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1. En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
2. En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier. La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Article L 114-2 : La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L 114-3 : Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Conformément au Code civil, les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont :

- la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait (art 2240)
- la demande en justice, même en référé, et même portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure (art. 2241). Cette interruption vaut jusqu'à l'extinction de l'instance (art 2242) mais est non avenue en cas de désistement du débiteur, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est définitivement rejetée (art 2243),
- une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (art 2244).

ARTICLE 28 - INFORMATION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Identification du responsable de traitement

Cet article a pour objet de vous informer de manière plus détaillée des traitements de données à caractère personnel vous concernant mis en oeuvre par les responsables de traitement mentionnés ci-après.

Pour l'ensemble des opérations décrites ci-après, L'Equité est responsable de traitement à l'exception des opérations listées ci-après pour lesquelles elle définit la finalité ;

Le courtier en qualité de délégataire des opérations ci-après est « responsable de traitement » des traitements nécessaires à la souscription, la gestion et l'exécution des contrats.

Liste des opérations déléguées :

- Souscription des contrats;
- Gestion de la vie des contrats;
- Encaissement des primes et reversement à la Compagnie ;
- Recouvrement des primes (amiable et contentieux) ;
- Gestion des sinistres dans la limite des pouvoirs accordés (matériels et corporels);
- Gestion des Réclamations dites de niveau 1;
- Archivage des pièces de souscription et gestion et documents comptables.

Les finalités du traitement et les bases juridiques du traitement

Vous trouverez ci-dessous les bases juridiques correspondant aux finalités de traitement :

Bases juridiques	Finalités de traitement
La souscription, la gestion et l'exécution de vos contrats et des mesures pré-contractuelles	<ul style="list-style-type: none">• Etude de vos besoins spécifiques afin de vous proposer des contrats et services,• Examen, acceptation, contrôle et surveillance du risque,• Réalisation de mesures précontractuelles, d'actes de souscription, de gestion et d'exécution ultérieure du contrat,• Exécution des garanties contractuelles,• Gestion des contrats de la phase précontractuelle jusqu'à la résiliation y compris les opérations liées au versement des primes et de recouvrement,• Exercice des recours et gestion des contentieux,• Gestion des réclamations,• Gestion commerciale et statistiques des clients et prospects et notamment le suivi de la relation client, l'élaboration d'études et statistiques et la gestion des avis sur les produits et services.
Obligations légales et réglementaires	<ul style="list-style-type: none">• Lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme, avec la mise en place d'une surveillance des contrats pouvant aboutir à la rédaction d'une déclaration de soupçon ou à une mesure de gel des avoirs,• Respect des obligations légales, réglementaires et administratives.
Intérêts légitimes	<ul style="list-style-type: none">• Lutte contre la fraude à l'assurance pouvant conduire à une inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.
Consentement préalablement recueilli par le courtier	<ul style="list-style-type: none">• Celui-ci est demandé lorsqu'il est nécessaire au traitement de vos données :• pour l'envoi d'informations commerciales du courtier et/ou de ses partenaires,• pour le recueil de données visées dans le cadre de l'article 9 du RGPD et pour lesquelles la collecte ne rentrerait pas dans le cadre d'une obligation légale pour l'assureur ou le courtier délégué ou d'une disposition prévue par le Code des Assurances.

Informations complémentaires dans le cadre des données personnelles vous concernant et non collectées auprès de vous.

Catégorie de données susceptibles de nous être transmises :

- Etat civil, identité, données d'identification
- Données de localisation
- Informations d'ordre économique et financier
- Numéro d'identification national unique
- Données de santé

Clause spécifique relative à la fraude

Vous êtes également informé que **L'Equité** met en oeuvre un dispositif ayant pour finalité la lutte contre la fraude à l'assurance pouvant, notamment, conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, inscription pouvant avoir pour effet un allongement de l'étude de votre dossier, voire la réduction ou le refus du bénéfice d'un droit, d'une prestation, d'un contrat ou service. Dans ce cadre, des données personnelles vous concernant (ou concernant les personnes parties ou intéressées au contrat) peuvent être traitées par toutes personnes habilitées intervenant au sein des services de Generali. Ces données peuvent également être destinées au personnel habilité des organismes directement concernés par une fraude (autres organismes d'assurance ou intermédiaires ; organismes sociaux ou professionnels ; autorités judiciaires, médiateurs, arbitres, auxiliaires de justice, officiers ministériels ; organismes tiers autorisés par une disposition légale et, le cas échéant, les victimes d'actes de fraude ou leurs représentants).

Clause spécifique relative aux obligations réglementaires et à l'intérêt public

Dans le cadre de l'application des dispositions du code monétaire et financier, le recueil d'un certain nombre d'informations à caractère personnel est obligatoire à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

De plus, l'article 43 de la Directive (UE) 2015/849 du 20 mai 2015 modifié par la directive (UE) 2018/843 du 30 mai 2018 prévoit que la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme est également considérée comme une question d'intérêt public au sens du Règlement Européen 2016/679 (RGPD).

Dans ce cadre, vous pouvez exercer votre droit d'accès auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

Profilage et prise de décision automatisée

Dans le cadre de la souscription et l'exécution du contrat, les risques à assurer peuvent, à partir d'informations vous concernant ou concernant vos biens, être appréciés et quantifiés suivant des traitements automatisés ou faire intervenir des éléments de profilage vous concernant. De tels traitements peuvent avoir un impact sur la tarification ou l'ajustement des garanties. Vous disposez du droit d'obtenir une intervention humaine de la part du responsable du traitement, d'exprimer votre point de vue et de contester la décision. Vous pouvez exercer ces droits à l'adresse mentionnée dans le paragraphe intitulé «Exercice des droits».

Les destinataires ou les catégories de destinataires

Les données vous concernant pourront être communiquées en tant que de besoin et au regard des finalités mentionnées ci-dessus, aux entités du groupe Generali, ainsi qu'à des partenaires, intermédiaires, réassureurs et assureurs concernés, organismes professionnels, organismes sociaux des personnes impliquées soustraitants et prestataires, dans la limite nécessaires des tâches leur incombant ou qui leur sont confiées.

Par ailleurs, en vue de satisfaire aux obligations légales et réglementaires les responsables de traitement pourront communiquer des données à caractère personnel à des autorités administratives et judiciaires légalement habilitées. Au titre de la prévention de la lutte anti-blanchiment et du financement du terrorisme, ces données pourront également être partagées entre les entités juridiques du Groupe pouvant se situer au sein et hors de l'Union Européenne, aux fins d'enrichir leurs processus de filtrage locaux et de mettre en œuvre une approche commune sur la classification des risques clients dans l'ensemble du Groupe.

Localisation des traitements de vos données personnelles

Le groupe Generali France a adopté des normes internes en matière de protection des données et de sécurité informatique afin de garantir la protection et la sécurité de vos données.

Aujourd'hui, les data centers du groupe Generali France sont localisés en France, en Italie et en Allemagne, sur lesquels sont hébergées vos données.

S'agissant des traitements réalisés hors du Groupe Generali France par des partenaires externes, une vigilance toute particulière est apportée quant à la localisation des traitements, leur niveau de sécurisation (opérationnel et technique) et le niveau de protection des données personnelles du pays destinataire, afin de garantir un niveau de protection optimal.

Les traitements réalisés aujourd'hui hors de l'Espace Economique Européen concernent des traitements liés à certains types d'actes de gestion, d'envoi ponctuels d'e-mails ou de SMS, la supervision d'infrastructures ou la maintenance de certaines applications. Ces traitements opérés depuis des pays tiers font l'objet d'un encadrement juridique (Clauses Contractuelles Types, Règles d'entreprise contraignantes).

Ces documents sont disponibles sur demande écrite auprès du Délégué à la Protection des Données du Groupe Generali France, à l'adresse suivante : droitdaces@generalif.fr

Les durées de conservation

Vos données personnelles sont susceptibles d'être conservées pendant toute la durée nécessaire à l'exécution du contrat en référence aux délais prescriptions légales. et sous réserve des obligations légales et réglementaires de conservation.

L'exercice des droits

Dans le cadre du traitement que nous effectuons vous disposez dans les conditions prévues par la réglementation :

- **D'un droit d'accès** : Vous disposez du droit de prendre connaissance des données personnelles vous concernant dont nous disposons et demander à ce que l'on vous en communique l'intégralité.
- **D'un droit de rectification** : Vous pouvez demander à corriger vos données personnelles notamment en cas de changement de situation.
- **D'un droit de suppression** : Vous pouvez nous demander la suppression de vos données personnelles notamment lorsque ces dernières ne sont plus nécessaires ou lorsque vous retirez votre consentement au traitement de certaines données sauf s'il existe un autre fondement juridique à ce traitement.
- **Du droit de définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles en cas de décès.**
- **D'un droit à la limitation du traitement** : Vous avez la possibilité de demander de geler l'utilisation de vos données. Dans le cas où vous contesteriez l'exactitude de vos données ou vous vous opposeriez à leur traitement, nous procéderons durant la période de gel à l'examen de votre demande : vos données seront alors conservées mais non utilisées.
- **D'un droit à la portabilité des données** : Vous pouvez récupérer dans un format structuré les données que vous nous avez fournies lorsque ces dernières sont nécessaires au contrat ou lorsque vous avez consenti à l'utilisation de ces données. Ces données peuvent être transmises directement au responsable du traitement de votre choix lorsque cela est techniquement possible.
- **Droit de retrait** : Vous avez le droit de retirer le consentement donné pour un traitement fondé sur cette base. Ce retrait vaut pour l'avenir et ne remet pas en cause la licéité des traitements déjà effectués. Il est susceptible de rendre l'exécution du contrat impossible sans être pour autant une cause de résiliation reconnue par le droit des assurances.

Pendant, le retrait de données nécessaires à l'exécution du contrat est susceptible de rendre impossible son exécution. Dans une telle hypothèse, cette impossibilité d'exécution peut être une cause de déchéance de garantie.

- **Droit d'opposition** : Vous pouvez vous opposer au traitement de vos données personnelles notamment concernant la prospection commerciale.

Vous pouvez exercer vos droits sur simple demande en justifiant de votre identité à l'adresse suivante : Service Conformité - 33735 Bordeaux CEDEX 9. Ces droits peuvent être également exercés aux adresses suivantes sur simple demande en justifiant de votre identité : droitdaces@generalif.fr ou à l'adresse postale suivante Generali - Conformité TSA 70100 - 75309 Paris Cedex 09.

Droit d'introduire une réclamation

Par ailleurs, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715-75334 PARIS CEDEX 07.

Coordonnées du Délégué à la Protection des Données Personnelles

Pour toute demande, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données

- Pour le courtier, à l'adresse Délégué à la Protection des Données - Service Conformité - 33735 Bordeaux CEDEX 9.

- Pour L'Equité, à l'adresse Generali - Conformité - Délégué à la protection des données personnelles - TSA 70100 75309 Paris Cedex 09 ou à l'adresse électronique droitdaces@generali.fr.

ARTICLE 29 - EXAMEN DES RECLAMATIONS ET PROCEDURE DE MEDIATION

29.1. Examen des réclamations

Adressez-vous en priorité à votre intermédiaire d'assurance. Votre réclamation sera traitée dans les meilleurs délais et le plus objectivement possible. En cas de désaccord, ou de non réponse, suite à votre première demande, vous pouvez adresser une réclamation en reproduisant les références du dossier, par courrier exclusivement accompagné de la copie des pièces se rapportant à votre dossier, en exposant précisément vos attentes au service ci-après :

L'Equité - Cellule Qualité - 75433 Paris Cedex 09

L'Equité accusera réception de votre demande dans les 10 jours de sa réception et le délai prévisible de traitement de celle-ci vous sera précisé.

Les réclamations qui concernent la responsabilité de votre intermédiaire d'assurance (tel que son devoir de conseil) ne pourront être traitées par L'Equité.

En cas de souscription de votre contrat d'assurance en ligne, vous avez la possibilité en qualité de consommateur, de recourir à la plateforme de Règlement en Ligne des Litiges (RLL) de la Commission Européenne en utilisant le lien suivant : <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>

La procédure ci-dessus ne s'applique pas si une juridiction a été saisie du litige que ce soit par vous ou par nous.

29.2. Procédure de médiation

En qualité de membre de la Fédération Française de l'Assurance, L'Equité applique la Charte de la Médiation mise en place au sein de cette Fédération.

Si un litige persiste avec L'Equité après examen de votre demande par le service réclamations, vous pouvez saisir le Médiateur, en écrivant à **La Médiation de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 Paris Cedex 09** ou en **déposant une demande en ligne à l'adresse : <https://www.mediation-assurance.org/Saisir+le+mediateur>**. **Il est précisé cependant que le Médiateur ne peut être saisi qu'après que le Service Réclamations ait été saisi de votre demande et y ait apporté une réponse.**

La saisine du médiateur n'est possible que dans la mesure où votre demande n'a pas été soumise à une juridiction.

ARTICLE 30 - AUTORITE DE CONTROLE

L'autorité chargée du contrôle des entreprises d'assurances qui accordent les garanties prévues par le présent contrat est :

**L'autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)
4, Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09**

ARTICLE 31 - AGIRA

Information des assurés

Les assurés – souscripteurs et conducteurs désignés au contrat - doivent être informés de leur inscription au fichier par leur assureur au moment de la souscription du contrat et lors de la résiliation.

Les assurés ont un droit d'accès au fichier pour vérifier les informations les concernant.

La demande est à adresser par courrier à : AGIRA - 1 rue Jules Lefebvre - 75009 Paris

Elle doit comporter les noms, prénoms, date de naissance.

En cas d'information erronée, la rectification est alors à demander auprès de l'assureur qui a communiqué cette information à l'AGIRA de manière à ce qu'il procède sans délai à la rectification auprès du fichier.

ARTICLE 32 - INTEGRALITÉ DU CONTRAT

Le fait de vous prévaloir du présent contrat, notamment en effectuant des déclarations relatives au risque assuré, en déclarant un sinistre ou en fournissant à une autre personne les références du contrat pour justifier d'une assurance, vaut acceptation irrévocable de l'ensemble des stipulations de celui-ci qui constituent un tout indivisible.

FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES GARANTIES "RESPONSABILITÉ CIVILE" DANS LE TEMPS

> AVERTISSEMENT

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L. 112-2 du code des assurances. Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi N° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

> COMPRENDRE LES TERMES

Fait dommageable :

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation :

Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie :

Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente :

Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I. Sinon, reportez-vous au I et au II.

I - LE CONTRAT GARANTIT VOTRE RESPONSABILITÉ CIVILE VIE PRIVÉE

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II - LE CONTRAT GARANTIT LA RESPONSABILITÉ CIVILE ENCOURUE DU FAIT D'UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le "fait dommageable" ou si elle l'est par "la réclamation".

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

> 1. COMMENT FONCTIONNE LE MODE DE DÉCLENCHEMENT PAR "LE FAIT DOMMAGEABLE" ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

> 2. COMMENT FONCTIONNE LE MODE DE DÉCLENCHEMENT "PAR LA RÉCLAMATION" ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1 : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque. L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2 : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque. C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

> 3. EN CAS DE CHANGEMENT D'ASSUREUR

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserà. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi.

Reportez-vous aux cas types ci-dessous :

- 3.1. L'ancienne et la nouvelle garanties sont déclenchées par le fait dommageable. La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.
- 3.2. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.
 - Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.
 - Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.
- 3.3. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.
 - Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable. Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'ayez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.
 - Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.
- 3.4. L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.
 - Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.
 - Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

> 4. EN CAS DE RÉCLAMATIONS MULTIPLES RELATIVES AU MÊME FAIT DOMMAGEABLE

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés.

Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

- Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.
- Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

Arrêté du 31 octobre 2003 portant sur la notice d'information délivrée en application des nouvelles dispositions sur le déclenchement de la garantie de responsabilité civile dans le temps dans les contrats d'assurance.

TITRE VIII - INDIVIDUELLE CONDUCTEUR (RISQUE I)

La garantie INDIVIDUELLE CONDUCTEUR n'est acquise que s'il en est fait mention aux Dispositions Particulières.

1) DEFINITION

On entend par Assuré : la ou les personnes désignées aux Dispositions Particulières ainsi que tout conducteur autorisé par le souscripteur du contrat à conduire le véhicule assuré et titulaire du permis en rapport avec le véhicule assuré.

2) OBJET DE L'ASSURANCE

La Compagnie garantit l'Assuré contre les accidents corporels impliquant le véhicule assuré.

On entend par « accident corporel » toute atteinte à l'intégrité physique de l'Assuré à l'occasion d'un accident de la circulation, d'un incendie ou d'une explosion.

3) INDEMNITES ASSUREES

La Compagnie s'engage à indemniser l'assuré selon les règles du droit commun, c'est-à-dire tel que l'accorderait une juridiction Française au titre exclusif des préjudices suivants :

En cas de décès imputable à l'accident garanti :

Si, à la suite d'un accident garanti, l'assuré décède dans les 2 ans, la Compagnie prend en charge :

- Le préjudice économique du conjoint (non séparé de corps ou divorcé) ou concubin (justifiant d'une vie commune notoire) et/ou des enfants à charge fiscalement.

Lorsque le décès de l'assuré survient dans le délai de 2 ans à compter de l'accident, le montant des indemnités versées en déficit fonctionnel permanent (incapacité permanente) est considéré comme une avance sur l'indemnité due aux ayants-droit mentionnés ci-dessus pour la réparation de leur préjudice économique.

- Les frais d'obsèques :

Les frais d'obsèques seront également pris en charge dans la limite des dépenses engagées, directement liées à l'inhumation ou à l'incinération.

En cas de blessures imputables à l'accident garanti :

Si, à la suite d'un accident garanti, l'assuré conserve un taux de déficit fonctionnel permanent (incapacité permanente) supérieur à celui figurant aux Dispositions Particulières, la Compagnie prend en charge :

- Les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et de rééducation restés à charge :

Seuls sont indemnisés les frais engagés jusqu'à la date de consolidation des blessures pour les soins rendus nécessaires par l'accident, lorsqu'ils donnent lieu à intervention d'un organisme de protection sociale obligatoire. Sont également concernés par cette indemnisation les frais de transport (en ambulance et/ou V.S.L.) et de prothèse prescrits médicalement.

- Déficit Fonctionnel Permanent (Incapacité Permanente) :

Seul est indemnisé le déficit fonctionnel permanent ou incapacité permanente dont le taux excède celui figurant aux Dispositions Particulières par référence au barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun en vigueur au jour de l'expertise.

- Pertes de revenus liés à la période d'arrêt de travail ou d'activité :

Seules sont indemnisées les pertes de revenus de l'assuré en relation directe et certaine avec l'accident garanti. Pour les travailleurs salariés, elles s'établissent à partir de l'attestation de l'employeur et des feuilles de salaires des mois précédents l'accident.

Pour les travailleurs non salariés, elles s'établissent à partir des pièces comptables et fiscales que doit fournir l'assuré et qui permettent de déterminer le revenu tiré de l'exercice de l'activité professionnelle ne pouvant plus temporairement s'exercer.

- Frais de Tierce personne et d'assistance à domicile médicalement justifiés :

Seuls sont indemnisés les frais engagés jusqu'à la consolidation des blessures pour assister l'assuré dans l'accomplissement des actes de la vie courante.

Pour l'évaluation du préjudice corporel - et toutes les fois que nous le jugerons utile - nous nous réservons le droit de faire examiner l'Assuré par un médecin de notre choix .

En cas de désaccord de l'Assuré, chacune des parties désigne un expert.

Si les experts ainsi nommés ne peuvent se mettre d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun, à la majorité des voix . En cas de désaccord persistant, un expert judiciaire sera nommé à la requête de la partie la plus diligente par le président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré. Chaque partie conservera à sa charge les honoraires et frais relatifs à l'intervention de l'expert qu'elle aura désigné, ceux nécessités par l'intervention éventuelle d'un troisième expert étant partagés par moitié entre les deux parties.

Si le conducteur décède après avoir reçu une indemnité due à un titre quelconque, le montant de cette indemnité sera déduit de l'indemnité garantie au titre du décès.

4) PLAFONDS ET LIMITES DE GARANTIES

Le montant de l'indemnisation est déterminé dans la limite des montants indiqués aux Dispositions Particulières en cas de décès ou en cas de blessures.

La Compagnie garantit les préjudices mentionnés ci-dessus déduction faite des sommes allouées à l'assuré au titre de l'accident par :

- la Sécurité Sociale, les organismes assimilés et l'employeur au titre de la prévoyance obligatoire ou conventionnelle ; - les tiers responsables ou leur assureur ;
- le fonds de garantie français ou étranger.

L'indemnité versée constitue :

- si l'assuré est totalement responsable de l'accident, une indemnité contractuelle versée à la clôture du dossier ;
- si l'assuré n'a aucune responsabilité dans l'accident, une avance sur indemnité définitive, que la Compagnie récupèrera auprès de toute personne tenue à réparation ou auprès de son assureur ;
- si l'assuré est partiellement responsable de l'accident :
 - une indemnité contractuelle versée à la clôture du dossier, dans la proportion du taux de responsabilité mis à la charge de l'Assuré ;
 - pour le reste, une avance sur indemnité définitive, que la Compagnie récupèrera auprès de toute personne tenue à réparation ou auprès de son assureur.

5) EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues aux articles 8 et 9, ne sont pas couverts, les accidents :

- provoqués par l'Assuré intentionnellement ou à son instigation, par son suicide ou sa tentative de suicide ;
- lorsque l'Assuré est victime d'une crise d'épilepsie, d'une paralysie, d'une aliénation mentale ou d'un accident vasculaire cérébral ou cardiaque,
- lorsque l'Assuré est déjà sous traitement médical pour ces affections.

De même ne sont pas pris en compte les postes de préjudice à caractère personnel correspondant au préjudice moral, préjudice sexuel, préjudice juvénile, préjudice d'établissement, déficit fonctionnel temporaire, aux souffrances endurées, au préjudice esthétique, au préjudice d'agrément, au préjudice scolaire.

En cas de non respect du port de la ceinture de sécurité selon les exigences de la législation, l'indemnisation due au conducteur ou à ses ayants droit sera réduite de moitié.

6) FORMALITES A REMPLIR EN CAS DE SINISTRE

L'Assuré doit déclarer tout sinistre à son Conseil en Assurances dans un délai maximum de vingt jours.

La déclaration du sinistre doit être accompagnée ou suivie dans les plus brefs délais, d'un certificat du médecin appelé à donner les premiers soins, décrivant les lésions ou blessures et indiquant les conséquences probables. Ultérieurement, l'Assuré ou toute personne agissant en son nom, doit communiquer tous documents nécessaires à l'estimation de l'état de la victime et ce, pendant toute la durée du traitement médical, jusqu'à guérison ou jusqu'à consolidation si l'accident entraîne un déficit fonctionnel permanent (incapacité permanente).

Lorsque le sinistre a entraîné le décès de l'Assuré, il incombe au bénéficiaire de l'assurance dès qu'il a connaissance de ce sinistre, d'en faire la déclaration dans les délais et formes prévues et d'une façon générale de se soumettre aux différentes obligations ci-dessus, sous peine, sauf cas fortuit ou de force majeure, de se voir réclamer par la Compagnie une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer. Les médecins de la Compagnie devront avoir libre accès auprès des victimes et tout refus non justifié de se conformer à cette disposition, malgré une mise en demeure adressée par la Compagnie par lettre recommandée, entraînera, de plein droit, la déchéance de tout droit à l'indemnité pour le sinistre en cause. L'emploi intentionnel de moyens frauduleux ou de documents que le déclarant sait inexacts, toute réticence dans la déclaration d'un accident tendant à en exagérer ou dénaturer les suites, déguiser les causes ou prolonger les conséquences, entraînent, de plein droit, la déchéance de tout droit à l'indemnité pour ledit accident.

Toutes les fois que les conséquences d'un accident seront aggravées par l'action d'une maladie, d'un état constitutionnel, d'une infirmité ou par l'existence d'une mutilation antérieure, par le manque de soins, imputable à une négligence de la victime ou par un traitement empirique, l'indemnité sera calculée, non pas sur les suites effectives de l'accident mais sur celles qu'il aurait eues sur un sujet se trouvant dans des conditions physiques normales et qui se serait soumis à un traitement médical rationnel. Sous cette réserve, la lésion des membres ou organes déjà infirmes ne sera indemnisée que pour la différence entre les états avant et après l'accident. Le paiement des indemnités, dues par la Compagnie est toujours subordonné à la production, au frais de l'Assuré, des pièces et documents prouvant le droit à l'indemnité.

TITRE IX - GARANTIE DES ACCESSOIRES ET DU CONTENU (RISQUE J)

La garantie des ACCESSOIRES ET DU CONTENU n'est acquise que s'il en est fait mention aux Dispositions Particulières.

1) OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE

En complément des garanties choisies : vol, incendie OU vol, incendie et dommages, cette garantie couvre les accessoires et le contenu tels que définis à l'article 3 des présentes Dispositions Générales à concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières.

2) INDEMNISATION

L'indemnité sera calculée vétusté déduite par voie d'expertise et à défaut selon les taux forfaitaires ci-après, dans la limite de la somme indiquée aux Dispositions Particulières.

Ancienneté selon la facture d'achat d'origine ou d'installation (*) :	Vétusté par mois (***)	Vétusté maximum
1. ACCESSOIRES :	2 % par mois	80 %
2. AMENAGEMENTS SPECIFIQUES CAMPING-CAR - Electro-ménager (réfrigérateur, cuisinière, four encastré, etc...) - Meubles fixes - Télévision, support, plateau coulissant, antenne hertzienne - Lanterneaux - Bavettes, rideaux	2 % par mois	80 %
3. OBJETS TRANSPORTES - Effets vestimentaires - Articles de sport, de pêche, de chasse - Appareils photos et leurs accessoires - Caméscope - Lecteur DVD portable, matériel informatique et électronique - Objets en cuir, maroquinerie - Lunettes (**) - Autres objets (outillage,...)	2 % par mois	80 %

(*) à défaut de la facture d'achat originale et nominative, il sera appliqué la vétusté maximum.

(**) après remboursement éventuel du ou des régimes de prévoyance (Sécurité Sociale, Mutuelle, etc...)

(***) Tout mois commencé comptant pour un.

L'Équité



L'Équité

Société anonyme au capital de 26 469 320 euros
Entreprise régie par le Code des assurances
RCS Paris B 572 084 697
Siège social : 2 rue Pillet Will - 75009 Paris

Société appartenant au Groupe Generali immatriculé
sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026